

# **Ecole de guerre**

## **25<sup>e</sup> promotion (2017- 2018)**



### **Le renseignement dans les opérations depuis 2008 : évolution et défis.**

**Chef d'escadron Thomas LOISON**  
**Sous la direction du colonel Jérôme Lurat**

Rappel du sujet : Le renseignement dans les opérations depuis 2008 : évolution et défis.

Rappel de la problématique : Comment le renseignement s'est-il transformé depuis 2008 alors que le couple « connaissance et anticipation » est érigé au rang de fonction stratégique et que, dans un contexte sécuritaire international qui se dégrade, les armées françaises basculent dans des opérations de coercition de plus en plus complexes.

Résumé : Le renseignement s'est profondément transformé en s'intégrant de plus en plus étroitement aux opérations. Bénéficiant de l'arrivée de programmes capacitaires structurants, il évolue vers un partage collaboratif innovant. En parallèle, la mutualisation inter-agences se renforce avec l'appui de la communauté du renseignement. Favorisant le développement des échanges interalliés d'informations afin de faire valoir les intérêts de la France dans le cadre des opérations en coalition, il s'inscrit comme un acteur incontournable de la souveraineté nationale via l'appréciation autonome de situation.

Summary: Intelligence deeply evolved towards a better integration in military operations. Thanks to the deployment of new military weapons programs, it is shifting towards an innovative and collaborative sharing. At the same time, inter-agency collaboration gets stronger with the support of the intelligence community. Intelligence spurs the exchange of information between allies so as to reinforce the support of France's national interests in coalition operations. It is one of the main actors of national sovereignty, as the enabler to an autonomous situations assessment.

## TABLE DES MATIERES

Introduction.....	3
<b>1. Une intégration de plus en plus développée et étendue .....</b>	<b>8</b>
1.1 Appui direct aux opérations et approche multi-capteurs.....	8
1.2 Agrégation du renseignement et des effecteurs : une intégration indispensable aux opérations.....	11
1.3 Au niveau opératif et stratégique, des cellules d'intégration et de fusion du renseignement.....	15
<b>2. Un processus de développement capacitaire continu indispensable.....</b>	<b>19</b>
2.1 Une capacité de recueil du renseignement dopée par le déploiement d'une nouvelle génération de capteurs.....	19
2.2 Le défi de la gestion de l'information recueillie.....	24
2.3 Dissémination et prolifération de capacités de renseignement utilisables par nos ennemis.....	26
<b>3. Décloisonner le renseignement pour faire face à la dégradation sécuritaire .....</b>	<b>28</b>
3.1 Le renseignement à l'ère du partage collaboratif et de l'info-valorisation...29	
3.2 Mutualisation des capteurs et cellules inter-agences de fusion du renseignement .....	32
3.3 Développement des échanges avec des alliés ou partenaires : le cas Américain.....	35
Conclusion.....	39
Bibliographie et sources .....	42

## Introduction :

« Face aux incertitudes qui pèsent sur les quinze ans à venir, la fonction de connaissance et anticipation vient au premier plan [...] Le développement de la connaissance et des capacités d'anticipation est notre première ligne de défense. Il doit faire l'objet d'un effort significatif et prioritaire, qui irrigue l'ensemble des actions des pouvoirs publics, civils et militaires. La bataille du XXI<sup>e</sup> siècle se jouera d'abord sur le terrain de la connaissance et de l'information, des hommes comme des sociétés.<sup>1</sup>» Ainsi, pour les rédacteurs de ce document maître de la stratégie de sécurité française, « les moyens de la connaissance et de l'anticipation constituent la première ligne de défense d'un pays. C'est pourquoi la fonction connaissance et anticipation est érigée pour la première fois en fonction stratégique à part entière. »<sup>2</sup> La fonction connaissance et anticipation revêt une importance particulière car elle conditionne l'appréciation autonome des situations tout en œuvrant à l'anticipation stratégique. Cette fonction recouvre notamment le renseignement et la prospective. En d'autres termes, l'une de ses composantes, le renseignement devient à l'instar de la dissuasion nucléaire l'un des piliers sur lequel repose la stratégie de défense et de sécurité française. En 2008, ce choix politique stratégique se décline en implications fortes : restructurations diverses, développement et mutualisation capacitaire, allocation de larges moyens financier et accroissement des ressources humaines. Cette priorité s'inscrit dans le contexte d'une réforme profonde de l'outil de défense concomitant à la volonté de transformation des soutiens. Mis en avant par des décisions fortes et gagnant également un poids considérable grâce à l'amaigrissement des autres fonctions opérationnelles, le programme « renseignement » pris dans sa plus large acception va devoir trouver les voies et les moyens d'accroître son efficacité et de lui aussi se transformer pour répondre aux défis posés par l'environnement sécuritaire des années 2010. L'écriture d'un nouveau livre blanc sur la défense et la sécurité nationale en 2013 est l'occasion de prolonger les efforts dans ce domaine. Ainsi, est-il exprimé qu' « afin de préserver notre indépendance et notre souveraineté, la stratégie de défense et de sécurité nationale française contribue à garantir la capacité de la Nation à décider de son avenir dans le cadre du jeu des interdépendances auxquelles elle a librement consenti. L'efficacité des actions engagées à ce titre par les forces de défense et de sécurité implique de pouvoir disposer, en toutes circonstances, d'une capacité autonome d'appréciation des situations et d'une complète indépendance de décision et d'action [...] La mise en œuvre de la stratégie repose en premier lieu sur la fonction « connaissance et

---

<sup>1</sup> Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, 2008, p.66.

<sup>2</sup> Ibid.p.9

*anticipation* » qui a une importance particulière « *parce qu'une capacité d'appréciation autonome des situations est la condition de décisions libres et souveraines.* »<sup>3</sup>

L'acception « renseignement » est, en France, connotée et nimbée d'une certaine forme de mystère qui favorise un aspect assez fantasmé voire idéalisé d'une réalité qui est tout autre. Ainsi, le renseignement est-il bien davantage révélateur d'enjeux nombreux et très divers. Au premier rang desquels, on peut affirmer que nul ne peut douter que disposer d'un renseignement de première main, analysé et recoupé permet l'autonomie d'appréciation de situation et la prise de décision souveraines car reposant sur une claire compréhension du contexte, des enjeux et des lignes de force de chaque situation. Souvent confondu avec l'espionnage, le terme de renseignement est à comprendre comme un travail long et parfois fastidieux de recherche et d'analyse. La compréhension de ce qui le structure et des enjeux qui sont sous-jacents n'a ainsi rien à voir avec les fantasmes et les idées reçues véhiculées à son sujet. Le renseignement procède ainsi bien plus d'un travail de recherche scientifique que d'une aventure romancée de quelques agents secrets, cela d'autant plus que l'ère du numérique induit une explosion du nombre de données à exploiter et analyser. Traitant d'un thème où le secret, si ce n'est le besoin d'en connaître, domine les débats, le renseignement fait donc l'objet d'une très vaste littérature et de nombreuses publications. Cet exposé abordera la question moins large du renseignement d'intérêt militaire qui : « *pour la France, s'inscrit dans la fonction stratégique « connaissance et anticipation » définie par le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Le renseignement d'intérêt militaire a pour objet de permettre aux plus hautes autorités de l'État et aux armées d'anticiper les menaces et les modes d'action de l'adversaire. Dans une stratégie d'approche globale, le renseignement permet de disposer d'une autonomie d'appréciation quant aux situations de crise et capacités des acteurs et de leur environnement. Le renseignement d'intérêt militaire éclaire la décision autant qu'il la précède. De plus, il appuie et suit l'action militaire*<sup>4</sup>. » Cette définition étant posée, cette acception sera étudiée le plus largement possible : aux niveaux tactiques, opératifs mais également stratégiques. L'action des armées dans le domaine du renseignement d'intérêt militaire est organisée en mettant en œuvre une fonction interarmées transverse aux chaînes opérationnelles et organiques, la fonction interarmées du renseignement. Celle-ci repose sur « *des structures soit permanentes, soit de circonstance, articulées sous forme de*

---

<sup>3</sup> Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, 2013, p.70.

<sup>4</sup> « *Renseignement d'intérêt militaire et contre-ingérence* », centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, 20160321-DR-CICDE-DIA-2A-RIM-CI-2016-AM-18-03-2016, p.11.

*chaînes, ainsi que sur un réseau de partenaires*<sup>5</sup>». La direction du renseignement militaire assure le rôle de direction de la fonction interarmées du renseignement, sous l'autorité du Chef d'Etat-major des Armées, en animant la recherche du renseignement et coordonnant l'emploi des moyens. Plus qu'un outil d'évaluation des forces adverses, le renseignement est une capacité clé, notamment dans la planification et la conduite des opérations, en contribuant à l'élaboration d'options militaires. Il s'inscrit dans un contexte nouveau pour les opérations actuelles, relatif à la conduite d'une approche globale, et est placé sous la responsabilité du commandement des opérations. Produit d'une démarche orientée de recherche de données transformées en informations, il traite de l'environnement, des capacités et des intentions des acteurs. Le renseignement est au final un produit validé par le commandant en chef, découlant de l'exploitation de toutes les informations rassemblées. Il ne s'agit ainsi pas moins que de donner au commandant de la force la capacité de discerner, de décider et d'agir dans un environnement par essence confus et polymorphe.

L'objet de ce mémoire est d'étudier les évolutions et progrès réalisés par le renseignement d'intérêt militaire au travers des défis et enjeux auxquels ont fait face les acteurs du renseignement, en particulier aux niveaux tactiques et opératifs. Cette étude s'appuiera tout particulièrement sur les opérations majeures des dix dernières années dans lesquelles les Armées françaises ont été engagées. Ce mémoire a pour ambition d'ordonner et de mettre en perspectives le chemin parcouru par le renseignement au cours de dix années d'opérations ainsi que les enjeux sans cesse plus nombreux qui jalonnent le présent et les défis majeurs qui teintent son avenir. Il abordera ainsi principalement les aspects doctrinaux, opérationnels et capacitaires qui ont structuré la mutation du renseignement d'intérêt militaire pendant cette période.

Alors qu'en 2008, la fonction « connaissance et anticipation » est érigée au rang de fonction stratégique, la fonction interarmées du renseignement opère dans un contexte géostratégique et opérationnel marqué par les prémises de la fin du conflit du Kosovo. Cette opération a vu les Armées françaises, engagées au sein de la KFOR dans le cadre d'une coalition conduite sous l'égide de l'OTAN<sup>6</sup>. Ce conflit a fortement marqué des générations de soldats français puisqu'à l'instar d'autres théâtres d'opération de cette période *post* guerre froide, les soldats français ont dû délaissé les missions à caractère purement militaire pour apprendre les bases du maintien de l'ordre en zone urbaine. Ainsi, des régiments d'infanterie

---

<sup>5</sup> *Ibid*, p.33.

<sup>6</sup> La KFOR fut déployée à partir du 12 juin 1999 au Kosovo en se fondant sur la résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations Unies prise le 10 juin 1999. La France quitte la KFOR à la fin novembre 2013.

se sont rapprochés de leurs camarades de la gendarmerie mobile afin de développer des savoirs faire leur permettant de répondre à la problématique très particulière posée par la sécurisation de la zone Nord du Kosovo avec en point focal la ville de *Mitrovica*. Ainsi, c'est dans un cadre d'opération de maintien de la paix peu coercitive où la notion d'ennemi est floue, et où la supériorité aérienne tout comme l'emprise de l'OTAN sur le terrain ne font pas débat, que les capteurs de renseignement œuvrent. En parallèle de cette bascule vers un emploi de capacités militaires dans une zone grise mêlant défense et sécurité, les unités de renseignement quant à elles, ont dû s'approprier deux réalités profondes : la recherche du renseignement au sein d'une coalition où les intérêts nationaux n'étaient pas forcément convergents et la réponse immédiate à des besoins opérationnels très particuliers beaucoup plus proches de préoccupation de sécurité que d'opérations dans la sphère défense. En effet, il s'agissait non pas d'appuyer des opérations de combat mais plutôt de pouvoir donner aux troupes un renseignement d'ambiance sur la situation sécuritaire voire sur les différentes relations maffieuses ou criminelles<sup>7</sup>.

En parallèle de cette opération, la France est également engagée en Afghanistan<sup>8</sup> et cela depuis 2001 en tant qu'acteur important de la sécurisation de la capitale Afghane et de son immédiate périphérie. A l'été 2008, pour des raisons qui ne seront pas développées ici<sup>9</sup>, le président de la République française, monsieur Nicolas Sarkozy, répond favorablement aux demandes américaines et décide l'engagement d'une brigade française dans la région Est de l'Afghanistan afin de sécuriser les provinces de *Nijrab* et de *Surobi*. Cette décision va prendre un tout autre relief lorsque le 18 août 2008 dix soldats français meurent au combat dans une embuscade tendue par les talibans dans la vallée d'*Uzbeen*. La France se réveille choquée par la redécouverte des réalités de la guerre et des conséquences de l'engagement de ses soldats dans des opérations de combat. Sur le plan politique, décision sera prise d'acheminer des renforts sous la forme de capacités de reconnaissance et de renseignement, capacités qui ont fait défaut aux soldats du 8<sup>e</sup> RPIMa ce jour-là. Ces renforts sont ainsi présentés comme ayant la capacité à changer la donne et à être les anges gardiens des troupes aux sols. Le défi pour les capteurs de renseignement est double : basculer dans une mission d'appui aux opérations dans un contexte opérationnel qui n'a plus rien à voir avec les missions de maintien de la paix

---

<sup>7</sup> Il ne sera pas fait état du rôle des forces spéciales dans la recherche des criminels de guerre et qui n'a ainsi pas d'objet dans cette introduction.

<sup>8</sup> A la suite des attentats du 11 septembre 2001, l'article 5 du traité de l'OTAN est déclenché par les Etats-Unis. La résolution 1386 du Conseil de sécurité des Nations Unies crée le 20 décembre 2001 la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) placée sous chapitre 7. La France y engage ses soldats entre la fin 2001 et la fin 2012 où les troupes combattantes sont retirées.

<sup>9</sup> Conséquences du refus Français de participer à la 2e guerre d'Irak, réintégration de la France au sein des structures intégrées de commandement de l'OTAN.

au Kosovo et démontrer également que les récentes décisions relatives à la fonction « connaissance et anticipation » se fondent sur l'émergence de capacités structurantes et majeures indispensables à la conduite et à la planification des opérations.

Les raisons qui ont conduit au choix de la date de 2008 pour réaliser cette étude ayant été exposées, il convient désormais de préciser le cadre de l'étude. Ainsi, quatre opérations serviront de support pour analyser et comprendre les différents progrès et solutions adoptées par le renseignement afin de faire face aux enjeux soulevés par les ambitions portées par les Livres blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 et 2013. Dans un ordre chronologique, ces opérations sont l'opération PAMIR en Afghanistan, l'opération HARMATTAN en Libye, les opérations SERVAL - BARKAHNE – SABRE en bande sahélo-saharienne et enfin l'opération *Inherent Resolve* - CHAMMAL. Ces opérations ont été choisies car elles permettent de brosser des contextes très différents : opérations nationales *versus* opérations en Coalition, opérations aéroterrestres *versus* choix d'un engagement de moyens uniquement aériens.

Comment le renseignement s'est-il transformé depuis 2008 alors que le couple « connaissance et anticipation » est érigé au rang de fonction stratégique et que, dans un contexte sécuritaire international qui se dégrade, les armées françaises basculent dans des opérations de coercition de plus en plus complexes. Comment est-il parvenu à développer un appui aux opérations efficaces tout en préservant l'indispensable capacité d'appréciation autonome de situation.

Afin de répondre à ces questions, nous aborderons en premier lieu l'intégration du renseignement aux opérations puis dans un deuxième temps nous étudierons les aspects capacitaires qui sous-tendent l'emploi des capteurs. Enfin, le choix résolu du décroisement du renseignement éclairera les processus d'échange et de mutualisation.

# **1. Une intégration de plus en plus développée et étendue**

## **1.1 Appui direct aux opérations et approche multi-capteurs**

L'opération PAMIR en Afghanistan fut l'occasion pour les unités de renseignement de l'armée de terre de valider dans un environnement opérationnel exigeant le concept relatif à l'approche multi-capteurs né dans le courant des années 2000. A l'instar du combat interarmes, dans le cadre des opérations du niveau du sous groupement tactique interarmes<sup>10</sup> voire du groupement tactique interarmes<sup>11</sup>, qui permet de combiner les effets des unités de mêlée et d'appui, il s'agit pour les unités de renseignement, d'unir leurs efforts et d'associer les différents capteurs de renseignement. Cette mise en commun des capacités pendant l'ensemble du cycle du renseignement<sup>12</sup> permettait de gagner en efficacité et en pertinence dans le travail de recherche et d'analyse des informations. Ainsi, un emploi combiné des capteurs humains et techniques devait permettre d'obtenir un renseignement recoupé et précis, décuplant les capacités de recueil d'information et d'acquisition d'objectifs dans une logique d'appui mutuel et d'orientation réciproque. Par ailleurs, les informations obtenues et ainsi que leur analyse devaient servir à alimenter la fonction « renseignement » dans le cadre de l'appréciation autonome de situation au profit des différents échelons de commandement. Cet emploi combiné des différentes unités avait également pour finalité de faciliter le franchissement des nombreuses barrières afin de mieux irriguer et appuyer les unités de contact par la fourniture au plus tôt d'un renseignement d'alerte précis, favorisant en premier lieu l'autoprotection immédiate des unités combattantes. Dans un second temps, cet appui renseignement permettait de monter des opérations importantes afin de pouvoir agir, au sein des populations Afghanes, contre des insurgés, en débusquant leurs caches d'armes et leurs différents sanctuaires dans les vallées de Kapisa et de Surobi. Plus précisément, dans la continuité de la montée en puissance de la fonction « renseignement » en Afghanistan, la lutte contre les EEI s'est elle aussi particulièrement développée.

A l'automne 2008, des unités de renseignement tactiques sont engagées en renfort des troupes de contact. En détectant les mouvements et regroupements d'insurgés grâce à un suivi des réseaux de communication ennemis, les moyens de guerre électroniques, constituaient un maillon indispensable du renseignement d'alerte immédiate. Il s'agissait alors de pouvoir détecter l'imminence d'une attaque ou d'une embuscade, afin de donner le délai d'alerte

---

<sup>10</sup> Sous groupement tactiques interarmes : s-GTIA

<sup>11</sup> Groupement tactiques interarmes : GTIA

<sup>12</sup> Le cycle du renseignement se compose de l'orientation, de la recherche, de l'analyse et de la diffusion du renseignement.

nécessaire pour prendre les mesures de sauvegarde. Ensuite, cette information était recoupée par les moyens d'acquisition d'image sous la forme des drones SDTI<sup>13</sup> déployés sur la base de Tora en Surobi. De surcroît, ces drones disposaient d'une capacité à être réorientés en temps réel et autant que de besoin, ce qui leur permettait d'opérer sur l'ensemble de la zone d'opération de la *Task Force (TF) La Fayette*<sup>14</sup>. La TFL et les unités interarmes disposaient ainsi d'un appui souple et réactif, en fonction de la priorisation des moyens aériens au niveau de la brigade. Particularité des drones et de leur appartenance à l'artillerie, ceux-ci pouvaient faire traiter par les moyens de l'artillerie les objectifs repérés et cela très simplement. Enfin, le renseignement humain déployait principalement des dispositifs d'observation dans la profondeur afin de permettre d'anticiper et de traiter une menace qui se regrouperait sur des points d'observation surplombant le déploiement des unités de contact.

En parallèle, et peu de temps après, l'armée de terre poursuivit son effort au profit de la fonction opérationnelle « connaissance et anticipation » avec la création en 2009 des batteries de renseignement de brigade. Ces unités avaient vocation à être un outil de renseignement directement au service du général commandant la brigade dont dépendait le régiment d'artillerie auquel elles étaient organiquement rattachées. Ces batteries regroupaient des capteurs de différents types : moyens de renseignement d'origine image, électro-magnétique, radar et humaines et avaient une doctrine d'emploi qui reposait sur une recherche multi-capteurs à l'instar de ce que réalisent les unités spécialisées de la brigade de renseignement. Cette création s'est effectuée grâce à des acquisitions de matériel mais également par transfert de compétence en provenance des unités spécialisées du renseignement. Cette décision forte marquait bien la volonté de l'armée de terre de répondre à la problématique opérationnelle du renseignement en appui des opérations en y dédiant des moyens et des ressources spécifiques. De plus, il s'agissait là aussi d'intégrer ses éléments à la fois entre eux et cela en organique mais également il était nécessaire, en opérations d'intégrer moyens de recherche et unités appuyées.

Au travers de cette description schématique de l'emploi des capteurs renseignement dans leurs missions d'appui des forces déployées, il convient de comprendre que leur efficacité dépend d'une double synergie qu'il convient de favoriser. Synergie de leurs actions combinées au sein d'une chaîne renseignement autonome et spécialisée mais surtout synergie

---

<sup>13</sup> SDTI : système de drone tactique intérimaire opéré par les « diables noirs » du 61<sup>e</sup> régiment d'artillerie.

<sup>14</sup> Task Force Lafayette : TFL.

avec la manœuvre des unités de contact ce qui requière des savoirs faire et des aptitudes supplémentaires.

Il en est allé de même de l'armée de l'air qui engagea rapidement son premier drone MALE<sup>15</sup> « HARFANG » et l'employa dans des missions de recherche de renseignement en appui direct des opérations. C'est ainsi, que va naître la nécessité que toutes les opérations conduites par des forces françaises disposent, en permanence, d'un appui aérien dès lors qu'elles sont engagées en opération en dehors de leurs bases. Les capacités drone déployées par les forces françaises étant notoirement insuffisantes, l'ALAT avec les hélicoptères GAZELLE en version VIVIANE mais également les TIGRE avec leurs capacités d'observation puis des chasseurs se relayeront alors dans ce rôle d'ange gardien des troupes.

Afin de favoriser et de faciliter l'interaction des unités de renseignement avec les différents échelons de commandement tactique, mais également afin de permettre une meilleure intégration dans la manœuvre interarmes, il fut rapidement nécessaire de constituer une structure regroupant et pilotant les différents capteurs de renseignement. L'objectif recherché était d'accroître leur efficacité grâce à une optimisation de la coordination avec la manœuvre terrestre, gage d'efficacité en matière d'acquisition d'informations, mais également de les intégrer aux dispositifs tactiques afin de leur octroyer une protection lors des déploiements hors des bases. En effet, il convient de bien comprendre que les unités de renseignement étaient jusqu'à leur engagement en Afghanistan peu blindées et qu'elles ne disposaient pas ou peu de capacités de protection contre les EEI<sup>16</sup>. Cette structure de commandement, volontairement légère et modulable, se nommera *ISTAR*<sup>17</sup>. Celle-ci permet d'intégrer des officiers de liaisons auprès des différents GTIA afin de proposer un appui combiné et efficace des capteurs de renseignement aux différents échelons tactique pendant l'intégralité de la durée de l'opération. De plus, elle met à disposition, en complément du J2 de la brigade – *TFL*, une structure de commandement, de planification, de coordination et d'analyse du renseignement. Cet échelon de commandement *ISTAR*, principalement en charge de produits de synthèse de renseignement, avait pour objectif complémentaire de recueillir les besoins en renseignement de différents bureaux particuliers de la TFL, cela afin de satisfaire les besoins en renseignement d'une pluralité de demandeurs grâce à un emploi optimisé par une manœuvre efficiente des capteurs de renseignement.

---

<sup>15</sup> Moyen altitude longue endurance

<sup>16</sup> Engins Explosifs Improvisés

<sup>17</sup> *Intelligence, Surveillance, Targeting, Reconnaissance : ISTAR*

A l'aune de ces exemples, on comprend ainsi mieux la logique d'intégration de plus en plus poussée des capteurs auprès des unités interarmes ainsi que celle des cellules de commandement et de liaison « *ISTAR* » auprès des échelons de commandement tactique. Cela révèle une volonté farouche de s'adapter à un ennemi insurrectionnel en déployant au maximum un appui renseignement affiné dans le cadre de la sauvegarde et l'alerte des unités déployées. Mais bien plus que ce renseignement de protection, il s'est agi d'optimiser l'emploi d'un faible nombre de capteurs par une logique d'appui mutuel afin de répondre à une profusion de besoins en renseignement. En effet, la nature des opérations de contre insurrection et le nécessaire combat au milieu des populations, a rapidement rendu indispensable l'orientation des opérations par un renseignement de qualité, particulièrement précis et actualisé. Cet aspect des opérations permettait là aussi de mieux mesurer l'effort fait par le renseignement pour sortir de ses carcans originels et de son tropisme à ne faire circuler l'information qu'au sein même de la chaîne « renseignement », de surcroît principalement selon un sens hiérarchique uniquement ascendant. Enfin, cet effort des capteurs spécialisés s'est également prolongé par une rapide progression des savoir-faire des unités d'appui telles que les unités de génie qui ont développé le concept de fouille opérationnelle. Celle-ci est intervenue à la faveur de la diffusion de bonnes pratiques et de formations au renseignement en dehors des unités dites spécialisées, afin de permettre d'accroître la moisson d'information et de concentrer l'emploi des capteurs équipant les unités spécialisées sur des missions à haute valeur ajoutée.

## 1.2 Agrégation du renseignement et des effecteurs : une intégration indispensable aux opérations

En 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies vote en faveur de la résolution 1973 afin de permettre le lancement d'une opération visant à protéger la population Libyenne victime des agressions de son président. La France accompagnée des Etats-Unis et du Royaume-Uni lance l'Opération *Unified Protector* (OUP) qui prend le nom de baptême d'HARMATTAN en France. Le cadre de cette résolution excluant tout déploiement de force au sol, la composante aérienne n'a pu s'appuyer sur des éléments de guidage des aéronefs, comme en Afghanistan, et a donc mené une campagne aérienne de frappes, pour laquelle la responsabilité de discrimination des objectifs reposait sur les équipages.

L'analyse systémique de la structuration de l'ennemi s'est ainsi avérée indispensable pour mener une campagne de ciblage efficace et cohérente, en particulier avec nos alliés, afin d'optimiser l'emploi de capacités clés telles que les missiles de croisière. En effet, cette

campagne devait avoir une portée opérative et se devait de ne pas être une juxtaposition d'objectifs tactiques sans lien avec l'état final recherché par les niveaux politiques et stratégiques pilotant les opérations. On comprend dès lors beaucoup mieux toute l'importance de l'acquisition du renseignement et de la construction d'une architecture permettant sa transmission, en temps quasi réel, à tous les effecteurs aériens présents dans la zone des opérations. En d'autres termes, il s'est agi de développer au maximum l'intégration du renseignement, si possible directement actionnable, et des effecteurs majoritairement aériens mais également navals porteurs de missiles de croisière. Cette association renseignement-effecteur s'est largement développée dans le cadre des actions de ciblage, ce qui nécessitait une chaîne « commandement et contrôle » réactive et dynamique pour répondre au tempo des opérations.

De surcroît, l'ennemi avait mis en place des modes d'action favorisant et entretenant délibérément une confusion entre objectifs militaires et populations ou infrastructures civiles. Cela, afin d'accroître le risque pour la coalition de créer des dommages collatéraux suffisants pour lui ôter toute légitimité, et, ainsi la faire au moins renoncer à des frappes aériennes. Dans le meilleur des cas, ces dommages collatéraux auraient pu mettre à bas le soutien international ou celui des populations locales ce qui aurait largement contraint les choix politiques et donc la conduite des opérations. Ce choix ennemi, dicté par la faiblesse de ses défenses aériennes et de ses capacités de combat, a donc représenté un défi capital pour la coalition. La garantie d'un très haut niveau de discrimination dans les frappes était donc indispensable et celui-ci ne pouvait s'obtenir qu'en optimisant l'intégration du renseignement et des effecteurs. Plus précisément, il était primordial que les chasseurs, les hélicoptères d'attaques et d'appui au sol disposent d'une connaissance et d'une compréhension la plus exacte et actualisée possible de la situation tactique. Mais surtout, il devenait urgent et primordial de connecter le renseignement collecté par les différents capteurs aux effecteurs et cela en temps quasi réel. De là sont nées les premières réflexions capacitaires autour de la question des liaisons de données tactiques sur le champ de bataille.

Il s'est donc agi de poursuivre les progrès d'intégration entrevus en Afghanistan, en intégrant le renseignement collecté au sein des structures de ciblage, permettant ainsi de pouvoir efficacement accélérer le cycle OODA (Observer, Orienter, Décider et Agir). Cela ne pouvait se faire qu'à la condition de disposer de structures permettant la fusion du renseignement, grâce à des officiers renseignement identifiés, formés et dotés de systèmes d'information et de communication. En effet, sans la capacité à transmettre ces informations

dans la chaîne de commandement des opérations ainsi que dans la chaîne « feux », en national comme dans les structures alliées, le renseignement perdait toute sa pertinence et son utilité. Afin de pouvoir réaliser cet objectif de prime abord simple et compréhensible, il était indispensable de disposer d'un renseignement important et précis, ce qui suppose de déployer des capteurs de renseignement différents, adaptés et en quantité suffisante. Or, il convient de constater que le processus de ciblage français a particulièrement souffert du manque de renseignement national, manque qu'il était au demeurant difficile de combler par du renseignement issu de la coalition.

Pour mieux comprendre l'importance du renseignement pour les effecteurs, il est indispensable d'analyser certaines règles d'engagement en matière de ciblage et d'autorisation de tir. En effet, les règles d'engagement imposaient dorénavant aux équipages de disposer d'un renseignement, certes précis et recoupé, mais surtout caractérisant les actions hostiles de l'ennemi via une identification positive<sup>18</sup>. De plus, celle-ci devait obligatoirement être maintenue pendant toute la séquence précédant l'engagement par le feu de l'objectif, y compris en cas de changement d'effecteur. Autrement dit, et en matière de ciblage, des délégations d'ouverture de feu sur des objectifs d'opportunité doivent, pour des raisons d'efficacité opérationnelle, être attribuées aux équipages. En l'espèce, cette délégation était indispensable au regard des modes d'actions ennemis favorisant la confusion des objectifs avec leur environnement civil mais également en raison de sa fugacité au sein des villes. Ces délégations ne pouvaient être consenties par les différents échelons de commandement qu'à la condition expresse qu'une identification positive soit effectuée<sup>19</sup> ce qui supposait de pouvoir transmettre et entretenir un renseignement « actionnable » pour les équipages durant leur mission.

De surcroît, des difficultés organiques ont contribué à rendre difficile le déploiement d'un dispositif national de renseignement de niveau opératif. Ainsi, a-t-on pu observer l'envoi progressif de capacités supplémentaires sans qu'une logique d'ensemble prévale dès la mise en place du dispositif initial. Dès lors, c'est la cohérence de la manœuvre de renseignement de niveau opératif et la coordination dans l'emploi des différents moyens de renseignement présents sur le théâtre qui ont été altérées. Or, c'est bien au niveau opératif que le travail de ciblage, indispensable lors de cette opération, est réalisé. Cet exemple permet de mieux comprendre qu'il s'agit là aussi d'une problématique d'intégration de capteurs au niveau de

---

<sup>18</sup> Identification positive : « *positiv identification* » en langage OTAN. Ce terme s'est imposé dans la doctrine et les ordres français sous l'acronyme « *PID* ».

<sup>19</sup> Cela se comprend bien entendu en dehors des cas de légitime défense.

l'échelon opératif de commandement afin que le commandeur<sup>20</sup> dispose des capacités nationales suffisantes pour favoriser la réussite des actions de ciblage mais également pour disposer de la possibilité et de la crédibilité nécessaire pour échanger des produits de renseignement avec nos alliés de la communauté des « *five eyes*<sup>21</sup> ».

Comme évoqué en introduction, le renseignement demeure principalement une prérogative nationale, favorisant l'expression de la souveraineté d'un Etat puisqu'il permet de mieux comprendre et analyser une situation. Une vision claire et précise de la situation demeure la clé indispensable pour pouvoir définir des objectifs politiques et stratégiques et ainsi entraîner ses alliés vers ces objectifs alors que chaque Etat a des intérêts et donc des objectifs nationaux différents si ce n'est divergents. Ainsi, au sein de la coalition « HARMATTAN », les Américains et les Britanniques échangeaient facilement du renseignement sur la base de l'accord Grande-Bretagne – Etats-Unis conclu dès la fin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. La France ne faisant pas partie de cet accord, il ne lui était pas possible d'accéder au renseignement collecté par nos alliés. De plus, l'absence de capacités suffisantes de collecte nationale de renseignement, ne permettait pas de surmonter l'entrave représenté par la restriction « *five eyes* » en la contournant par une répartition des efforts renseignement par nation permettant ensuite l'échange d'informations, solides et étayées, entre les différents état-major d'OUP.

Enfin, bien que cette opération soit très spécifique, force est de constater qu'il était indispensable de pouvoir apprécier de façon autonome la situation, cela afin de permettre d'évaluer l'avancement de la campagne militaire mais également afin de pouvoir présenter au pouvoir politique des options solides reposant sur une analyse de la situation la plus fine possible. Cette nécessité s'entend en particulier afin de disposer, en national, de la capacité d'orienter ou de réorienter la campagne militaire de la coalition en fonction des objectifs politiques mais également de pouvoir en temps utile prononcer la fin des opérations en raison de l'atteinte des objectifs précédemment énoncés. Ainsi, dès le début de l'opération, la « formalisation d'une conception française de l'opération » répondant aux objectifs politiques et stratégiques nationaux s'est avérée délicate en raison de difficulté à appréhender une situation locale plus que confuse. De plus, tout au long de l'opération, le « maintien d'une

---

<sup>20</sup> Ou le haut représentant de théâtre en fonction de la nature de l'opération (nationale ou coalition).

<sup>21</sup> Communauté des « *five eyes* » : alliance des services de renseignement de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Ces pays, constituant un club historique et fermé, sont reliés par l'accord UKUSA, traité qui prévoit la coopération entre les différents services assurant la collecte de renseignement électromagnétiques. Cette mention fait désormais autant référence à la classification du renseignement réservé au pays membres de cette alliance.

capacité d'analyse globale de la situation » caractéristique des responsabilités du niveau opératif aurait nécessité de disposer des capacités à recueillir, analyser et fusionner le renseignement.

### 1.3 Au niveau opératif et stratégique, des cellules d'intégration et de fusion du renseignement

Il apparaît que l'année 2008 et plus particulièrement l'embuscade d'*Uzbeen* du mois d'août n'a pas déclenché de réelle révolution pour la direction du renseignement militaire<sup>22</sup> alors en charge du renseignement opératif sur le théâtre et du renseignement stratégique via le CPCO. En effet, le déploiement français en Afghanistan à cette date n'a pas la cohérence opérationnelle et la lisibilité que lui procurera plus tard la *TF Lafayette* et le travail de renseignement au profit des commandeurs demeure perfectible.

Ainsi, un adjoint renseignement était déployé auprès du représentant français intégré au sein du *Regional Center Command (RCC)* à Kaboul. Cependant celui-ci ne put s'appuyer que sur une cellule renseignement dont les capacités de recherche et d'analyse étaient particulièrement restreintes. Il n'était ainsi question que de suivi de la situation quotidienne au sein de la zone des opérations et de liaison avec les autres cellules de renseignement national des pays de la coalition. En matière de capteurs de renseignement, il n'a pas non plus été possible de déléguer au niveau opératif ou au niveau du théâtre, un panel de capteurs de renseignement permettant de conduire des opérations de recueil en vue d'une analyse nationale. Il en va de même au niveau stratégique où la situation Afghane demeurait suivie sans que l'on assiste à un engagement renforcé des capteurs mais également sans que les analystes militaires ne soient focalisés sur cette zone d'opération.

La crise de ce mois d'août 2008 va ainsi relever très significativement le niveau d'intérêt de l'opinion publique française et donc des responsables politiques, ce qui aura également un effet sur l'effort militaire, y compris dans le domaine du renseignement, qui s'accroît très rapidement comme vu *supra*. Toutefois, que ce soit au niveau opératif ou au niveau stratégique, cet effort ne va se traduire que progressivement, et à petites touches, en parallèle de la constitution d'un véritable état-major de théâtre pour l'ensemble du

---

<sup>22</sup> La direction du renseignement militaire (DRM) fut créée le 16 juin 1992 par le décret n° 92-523 afin de rassembler les différents services de renseignement des armées. Cette décision fait suite à la guerre du Golfe où il est apparu que le renseignement militaire était faible et ses services trop dispersés, rendant la France trop dépendante des moyens américains. « Appuyée sur la fonction interarmées du renseignement, la DRM alimente en permanence au niveau stratégique les instances de décision nationales sur les questions de sécurité et de défense. Elle intervient en appui de la conception et de la conduite de la politique étrangère, en particulier en ce qui concerne les crises potentielles, les conflits en cours, les équilibres militaires et la prolifération des armements. Elle participe activement aux travaux du Groupe d'Anticipation Stratégique (GAS) et contribue au lancement du processus pré-décisionnel de planification stratégique d'engagement des forces. La DRM apporte son évaluation de la menace lors de la réalisation des futures capacités des armées ».

déploiement français. Dès lors, le conseiller renseignement va pouvoir disposer d'un état-major particulier constitué par un J2 très renforcé avec une contribution significative de la DRM. De plus, il convient d'observer, dans le domaine du renseignement, que la *TF Lafayette* dispose de capacités du niveau supérieur à celui d'une brigade (opérations d'influence, groupement de forces spéciales intégrées en son sein). Il est dès lors possible de réaliser une véritable manœuvre du renseignement au niveau opératif et de lui donner ce niveau de cohérence et de fusion, ce qui est indispensable et efficace dans ce domaine. Plus particulièrement, l'échelon *ISTAR* de la brigade de renseignement possède la capacité de réversibilité nécessaire pour réaliser des opérations à différents niveaux, que ce soit en appui des opérations ou pour des opérations spécifiques de renseignement. Il peut ainsi devenir, *modulo* une certaine forme d'agilité en matière de commandement et de contrôle, un outil de renseignement de niveau opératif doté d'autonomie et de capacités multi-capteurs en propre. Cet outil sera d'ailleurs particulièrement apprécié et employé comme bras armé de la DRM et du CPCO afin d'alimenter le niveau stratégique.

En parallèle des évolutions sur le théâtre Afghan, il convient d'observer que la DRM opère une réorganisation de ses travaux, jusqu'à présent davantage orientés vers la veille stratégique et le suivi des activités des autres puissances militaires que vers l'appui aux opérations. En effet, très rapidement, il devient indispensable qu'elle développe sa capacité à fournir un appui aux opérations conduites par les troupes françaises. Cela supposait un changement d'approche et une évolution culturelle en repensant et réorganisant les travaux internes afin d'orienter une partie de l'effort vers la fourniture de renseignement d'intérêt militaire actionnable au profit d'opérations militaires en cours. Ce glissement progressif va prendre tout son sens avec le lancement de l'opération *HARMATTAN* qui marquera véritablement le mouvement de bascule réalisé par la DRM.

Au niveau du CPCO et donc de la charnière stratégico-opérative, la mue du renseignement s'avère lente. Ce niveau ne fut transformé qu'en 2014 avec la décision de créer une structure appelée « plateau renseignement ». Cela s'est effectué au prix d'une réorganisation faisant fi des structures hiérarchiques et administratives jusque-là constituées en silo. La notion de plateau renseignement apparaît dans la continuité de l'opération *SERVAL* et s'inscrit dans la durée des opérations en bande sahélo-saharienne. Plus concrètement, il s'agit de créer un échelon de cohérence transverse que d'autres pourraient nommer « cellule de crise ». L'objectif affiché de cette transformation était de pouvoir réunir sous les ordres d'un chef unique, les entités responsables de la recherche de renseignement

autrement dit les capteurs, les analystes du renseignement ainsi que des outils de cartographie et de fusion du renseignement. Plus précisément, cela implique au niveau du J2/CPCO que cette cellule, très souvent orientée sur une zone géographique, dispose à la fois de l'autorité nécessaire mais également de la compréhension fine de la situation pour pouvoir directement orienter les centres capteurs (CF3I<sup>23</sup>, CF3E<sup>24</sup>, CI3RH<sup>25</sup>). Le chef du plateau renseignement disposait ainsi de la force de frappe nécessaire pour produire un renseignement de situation élaboré, recoupé grâce à la mise en ordre de bataille autour de lui de tous les éléments nécessaires à cette mission.

Autrement dit, il s'agissait de structurer autour d'un chef unique une capacité de fusion du renseignement afin de pouvoir raccourcir les chaînes de décisions visant à orienter et réorienter les capteurs. De plus, il fut très rapidement constaté, l'incapacité à exploiter et valoriser un volume de données croissant, ainsi que l'incapacité à les analyser. Dès lors, il est décidé la création d'une capacité de fusion du renseignement sur la base de coordonnées géographiques. Via la vectorisation du renseignement en provenance de différents capteurs, un système d'information géographique va permettre de superposer toutes ses informations, de les ordonner et d'en offrir une visualisation synthétisée et claire pour le commandement. C'est ainsi que le « *GEOINT*<sup>26</sup> », renseignement géo-localisé fusionné multi-domaines, en tant que produit renseignement est développé et intégré dans la composition d'un « plateau renseignement ». Ce nouveau type de renseignement va se structurer autour de la création d'un nouveau centre de la DRM, le CRGI<sup>27</sup>.

Le développement de ces « plateaux géographiques de renseignement » permet aux niveaux stratégique et opératif de pouvoir considérablement développer leur capacité à disposer d'une autonomie d'appréciation de situation et ainsi d'orienter l'effort et la campagne militaire. Cependant, comme tout effort, celui-ci ne peut se traduire que par des choix forts. On peut le relever dans deux domaines différents qui sont l'architecture de commandement ainsi que le domaine capacitaire. Si l'on considère l'aspect du commandement, l'organisation en plateau rompt avec une logique de commandement vertical en silo et permet un gain en réactivité. Cependant, cette évolution suscite une certaine confusion et une perte de liant au sein des structures initiales qui perdent leurs prérogatives de

---

<sup>23</sup> Centre de Formation et d'Interprétation Interarmées de l'Imagerie.

<sup>24</sup> Centre de Formation et d'emploi relatif aux émissions électromagnétiques.

<sup>25</sup> Centre Interarmées de recherche et de recueil du renseignement humain.

<sup>26</sup> GEOspatial INTelligence (GEOINT) : cette capacité s'appuie principalement sur une analyse spatio-temporelle d'informations géo-localisées et datées. Centre de renseignement géospatial interarmées.

<sup>27</sup> Centre de renseignement géo-spatial interarmées.

fusion et d'analyse de renseignement basés sur des prismes ou thématiques différents. En effet, réunir les forces vives ainsi que les spécialistes d'un domaine au sein d'une cellule *ad hoc* au CPCO ne peut s'effectuer qu'au détriment de la cohérence d'emploi dans leurs domaines respectifs. De plus, cela introduit également un choix porté sur la conduite et le tempo des opérations au détriment d'une vision à moyen long terme que l'on pourrait qualifier de « veille stratégique ». Enfin, en raison de la pression des opérations, des réorganisations s'avèrent nécessaires pour permettre de traiter ces demandes particulièrement spécifiques. Outre une difficulté de recherche accrue car associée à une première analyse technique consommatrice de temps, il devient difficile de pouvoir diluer des moyens devenus trop rares sur des zones du globe considérées comme secondaires. Dès lors, au niveau stratégique, la nécessité de choisir le ou les points d'application des efforts de recueil de renseignement et de suivi de situation se traduit par la création de ce que l'on pourrait appeler des « espaces lacunaires du renseignement ».

Ainsi, il a pu être observé un besoin et donc une tendance structurelle à l'intégration de plus en plus poussée des capteurs de renseignement. Cela s'est effectué directement sur le terrain, au niveau tactique, via la constitution de groupement de renseignement multi-capteurs puis au niveau opérativo-stratégique avec la création des « plateaux de renseignement ». De plus, cette intégration des capteurs ne pouvaient s'opérer sans une intégration avec les analystes et autres capacités de fusionnement du renseignement afin de donner à un chef unique une réelle capacité d'autonomie d'appréciation de situation et d'appui des opérations. Il convient toutefois de noter que la pression des opérations a conduit à une adaptation plus rapide du niveau tactique alors que le niveau opératif et stratégique ont opéré un mouvement de transformation également profond mais dans des délais plus importants. Par ailleurs, cette transformation interne au renseignement s'est ensuite prolongée en externe avec la mise en réseau du renseignement et des effecteurs, cela afin de gagner en efficacité en conduisant des opérations de ciblage de portée opérative et stratégique grâce à un raccourcissement des boucles de décision. Plus que de doctrine, l'ensemble de ces transformations sont le reflet du développement des capacités de renseignement à des fins opérationnelles afin d'appuyer efficacement les opérations conduites. Toutefois, cela n'aurait pas été possible ni même envisageable sans que des progrès dans le domaine capacitaire ne soient effectués.

## **2. Un processus de développement capacitaire continu indispensable.**

Quel que soit le niveau opérationnel considéré, la doctrine renseignement et l'emploi des capteurs ont fortement évolué dans une logique d'intégration poussée à des fins d'appui aux opérations. Ces évolutions n'auraient pu avoir lieu sans qu'à ces avancées conceptuelles ne correspondent la mise en place et le déploiement de capacités opérationnelles nouvelles.

### **2.1 Une capacité de recueil du renseignement dopée par le déploiement d'une nouvelle génération de capteurs.**

L'une des révolutions opérationnelle majeure connue au sein du renseignement réside dans l'essor de l'emploi des drones de diverses catégories. L'emploi de ces avions sans pilote dotés de capteurs de renseignement a, en effet, littéralement explosé dans les dix dernières années, en raison d'une prolifération des plateformes et des capacités associées. Il convient de rappeler que le drone n'est qu'une plateforme aérienne, terrestre ou maritime, qui permet d'embarquer des capteurs de renseignement mais également bien d'autres atouts ou outils. L'avantage de ces plateformes par rapport à des vecteurs habités réside dans leur endurance, dans leurs capacités de commandement, de contrôle, de gestion des communications et de l'information en temps réel. A ces atouts techniques de haut niveau, on y associe également l'impératif de plus en plus prégnant de préserver la vie des pilotes lors des survols de zone hostile<sup>28</sup>. Au demeurant, cet impératif de protection de la vie des pilotes trouve une pertinence de plus en plus grande au fur et à mesure du développement des capacités d'anti-accès et de déni d'accès. Toutefois, un paradoxe se fait jour puisque la supériorité aérienne nécessaire à l'emploi des drones est de plus en plus remise en question.

En l'occurrence, l'essor des drones est survenu dès lors que les capteurs ROIM embarqués ont pu permettre d'obtenir de la vidéo dans les spectres visibles et infrarouges, facilement exploitable et exportable vers les centres de commandement et les unités appuyées et permettant de réaliser des *PID*<sup>29</sup>. En effet, les drones munis de charges utiles offrant cette capacité sont un atout majeur et indispensable dans les opérations actuelles car ils participent à l'appréciation de situation du commandeur. En particulier en matière légale puisque les décisions d'engagement du feu par certains effecteurs sont de plus en plus conservées à de

---

<sup>28</sup> Cette réalité opérationnelle pour les pilotes d'aéronef a été accentuée avec l'assassinat par Daesh d'un pilote Jordanien dans des conditions cruelles et barbares.

<sup>29</sup> Positiv identification : identification positive selon les règles d'engagement d'une opération, ce qui permet l'engagement par les armes d'une cible.

hauts niveaux hiérarchiques. Cet avantage a néanmoins son revers dès lors qu'un centre opération devient prisonnier de la vidéo diffusée et ne fait plus l'effort nécessaire de compréhension et d'analyse distanciée car l'opération en cours ne peut s'appréhender par le prisme d'un capteur image, aussi performant soit-il. L'opération PAMIR fut ainsi l'occasion pour la TFL de disposer de drones permettant un appui tactique, relayant de l'imagerie vidéo en temps réel dans les différents poste de commandement de la zone des opérations mais disposant également de la capacité, via un relai pour les unités déployées, d'orientation et de réorientation du drone SDTI. Ces facilités techniques et leur efficacité ont ainsi permis de renforcer directement l'intégration des capteurs auprès des forces. Ce qui fut fait avec le drone SDTI, le fut également avec le drone HARFANG de l'armée de l'air grâce aux capacités ROVER<sup>30</sup>. Cet effort capacitaire dans le domaine du renseignement d'origine image depuis un drone fut prolongé avec l'acquisition en 2014 du système de drone américain REAPER munis d'une capacité de désignation des objectifs par un illuminateur laser.

Toutefois, en matière de drone, il subsiste encore des lacunes capacitaires qu'il devient primordial de combler afin de conserver une pertinence à l'emploi multi-capteurs de ceux-ci et préserver leur efficacité dans les opérations. Ainsi, a-t-il été observé une pertinence à pouvoir équiper les drones de deux charges utiles complémentaires dont une charge ROEM (capacité *ELINT*<sup>31</sup> ou *COMINT*<sup>32</sup>) ou *SAR/MTI*<sup>33</sup> afin de pouvoir réaliser un premier tri et faciliter la recherche du renseignement. En effet, l'association de ce type de charge utile avec des capacités ROIM permet de faciliter le travail de recherche, d'obtenir la confirmation par l'image de ce qui a pu être capté dans le monde des ondes et donc de gagner en efficacité. Cette capacité bi-charge des drones américains, enviée par la France dès lors que les opérations au Mali furent lancées, démontra toute l'efficacité de la combinaison capacitaire de plusieurs capteurs. En d'autres termes, une seule et même plateforme de renseignement, en embarquant une solution multi-capteurs, devient un outil multiplicateur d'efficacité, indispensable à la conduite d'une véritable manœuvre de recherche du renseignement. Cette capacité bi-charge des drones français est demandée par les opérationnels mais cette ambition ne devrait être concrétisée qu'avec la loi de programmation militaire 2019-2025. Parallèlement, il convient d'observer qu'il fallut attendre 2017 et un discours de madame Florence Parly, ministre des Armées, pour affirmer officiellement que la France franchissait

---

<sup>30</sup> Système de communication et de réception de vidéo avec des aéronefs de dernière génération reposant sur des liaisons de données répondant à des normes de l'OTAN.

<sup>31</sup> *Electronic intelligence* : renseignement obtenu à partir des émissions électromagnétiques non communicantes.

<sup>32</sup> *Communications Intelligence* : renseignement issu de l'interception des communications.

<sup>33</sup> *Search Aperture Radar / Moving Target Indicator*.

un cap avec la décision d'armer les drones *REAPER* et *PATROLER*<sup>34</sup>. En effet, alors que depuis dix ans, les Etats-Unis disposent de cette capacité, de longs débats sur les drones armés et leurs prétendues capacités de « robots tueurs » ont pollué le débat français et retardé une avancée capacitaire majeure attendue de tous les opérationnels, conventionnels comme opérateurs des forces spéciales. En pratique, il s'agit simplement de pouvoir, en termes capacitaires, mettre en œuvre ce qui fut décrit en doctrine puis traduit dans certaines opérations, à savoir le rapprochement des capteurs de renseignement avec les effecteurs. Cette possibilité technique permettra ainsi de pouvoir raccourcir encore la boucle OODA<sup>35</sup> et de traiter par le feu les objectifs militaires dûment identifiés et validés par la chaîne de contrôle et de commandement en raison de leur conformité avérée avec les règles d'engagement définies pour toute opération militaire.

Par ailleurs, il convient de relever que la qualité optique des *POD* d'observation et de désignation ainsi que la *FMV*<sup>36</sup> s'est nettement améliorée, en particulier après les retours d'expérience de l'opération HARAMATTAN. En effet, le contexte de cette opération (évoqué *supra*) nécessitait que les capteurs d'imagerie puissent réaliser une *PID* tout en restant à une distance suffisamment éloignée pour se prémunir de la menace sol-air. Ainsi, effort fut fait sur le développement de charges utiles d'imagerie octroyant à l'interpréteur d'image la qualité suffisante pour cela. En parallèle, de nets progrès ont été observés en matière d'extraction de coordonnées ainsi que de précision associée. Cependant, ceux-ci s'avèrent encore perfectibles et requièrent encore un travail de fond afin de les améliorer, et de permettre leur utilisation dans le cadre de tirs d'emblée dans des environnements urbains ou particulièrement compartimentés. En effet, le cycle du ciblage d'une opération telle que CHAMMAL est la preuve qu'il est indispensable de pouvoir disposer d'une information géo-référencée le plus précisément possible. En effet, de cette précision dépend totalement l'employabilité des effecteurs car ceux-ci ne peuvent être activés sans que ces strictes conditions soient remplies.

Le renseignement est devenu une des clés des opérations et les plateformes de recueil et de recherche étant trop peu nombreuses, il fut décidé de recourir à des entreprises de sécurité privée. C'est ainsi que devant le retard pris par le programme d'équipement de dotation des armées en avions légers de renseignement « *ISR*<sup>37</sup> », décision fut prise de faire appel à une option non patrimoniale et donc à la location de ces moyens. Au demeurant, ces

---

<sup>34</sup> Système drone tactique qui équipera l'armée de Terre à l'horizon 2020.

<sup>35</sup> Observer, Orienter, Décider, Agir.

<sup>36</sup> Full motion Video : vidéo en temps réel.

<sup>37</sup> *ISR* : Intelligence, Surveillance, Reconnaissance.

entreprises offrent une souplesse et une réactivité que n'aurait pas pu atteindre une structure étatique telle que le ministère des Armées avec la gestion des programmes d'armement. Ainsi, très rapidement, ces avions *ISR* furent dotés de capacités d'imagerie mais également d'autres capteurs, afin, là encore, de proposer un emploi combiné des capteurs afin de gagner en efficacité. En effet, celle-ci est indissociable de l'analyse du renseignement et donc de la qualité des informations recueillies lors de la manœuvre renseignement.

D'autre part, les niveaux stratégiques et opératifs ont pu bénéficier du développement de l'imagerie satellitaire avec le déploiement d'HELIOS, puis, à partir de 2012 des satellites PLEIADES. Ainsi, est-il devenu possible, en termes capacitaires, d'exploiter de l'imagerie satellitaire à des fins d'appui aux opérations, ce qui n'était pas envisageable dans le courant des années 2000. En effet, les capacités tant optiques qu'infrarouge ne permettaient alors pas d'apporter un renseignement de qualité suffisante. D'autre part, des portails de théâtre<sup>38</sup> permirent aux niveaux opératifs déployés de pouvoir planifier et recevoir des demandes de prise de vue satellitaire, ce qui là aussi renforçait la fluidité dans l'emploi de ces moyens à des échelons directement responsables de la conduite des opérations. Enfin, force est de constater que le programme MUSIS d'imagerie spatiale devrait lui aussi apporter une nette amélioration en matière d'appui aux opérations par la mise à disposition d'images optiques, infrarouge mais également radar de très haute résolution.

Le domaine du renseignement électromagnétique qui intègre la guerre électronique est lui aussi en proie à une forte évolution. En effet, alors qu'avant 2008, l'effort était porté sur le déploiement de moyens d'interception dans les gammes UHF et VHF, il s'est avéré nécessaire de pouvoir investir des champs capacitaires différents à mesure que l'ennemi déployait des systèmes de communication nouveaux de plus en plus proches de ceux de la société civile. Les capacités ROEM-GE d'appui aux opérations en Afghanistan reposaient sur ces choix capacitaires, intégrés dans des véhicules blindés ou sur un dérivé plus léger. Alors que la légèreté aurait pu être la conséquence d'un choix de mobilité, ce choix fut davantage déterminé par la flexibilité qu'offrait les systèmes plus légers dans l'intégration réactive de nouvelles capacités d'interception. A contrario, le choix d'un lourd blindage pour se protéger des tactiques et procédures ennemis limitait particulièrement les capacités de recueil intégrables.

---

<sup>38</sup> Outils PHAROS et kit ATOS donnant la capacité aux cellules renseignement déployées de disposer d'images satellite.

Toutefois, que ce soit en Afghanistan, en Afrique puis au Levant, il est rapidement devenu indispensable de faire face à l'évolution des modes de communication ennemis. En effet, bien que chacun de ces théâtres ait ses propres particularités géographiques, culturelles mais également des réseaux de communications d'infrastructure très différents, la convergence sur l'emploi de système duaux fut un dénominateur commun à toutes nos opérations. Ces spécificités orientaient néanmoins l'emploi de capacité de communication des adversaires vers certaines préférences bien qu'elles soient non exclusives. Ainsi, l'emploi de moyens de transmission satellitaire fut caractéristique de l'Afrique alors que le Levant fut plus propice à la téléphonie mobile et à l'environnement numérique. Pour ce faire, les capacités de recueil du renseignement électromagnétique ont dû s'adapter et poursuivre une rapide montée en gamme eu égard au rythme effréné d'évolutions du marché des communications et des offres NTIC civiles désormais très accessibles financièrement. Ce bond capacitaire en matière de renseignement aéroporté avec le développement des charges ROEM embarquées permettant de proposer un panel d'option beaucoup plus large en matière d'interception de communication<sup>39</sup>. Ainsi, l'un des défis fut de pouvoir développer des capacités d'accès aux communications GSM dont l'exploitation permettait également de répondre aux besoins opérationnels. D'autre part, le changement de paradigme dans le domaine de la téléphonie associé à l'explosion des applications reposant majoritairement sur les flux internet nécessite de pouvoir investir le spectre cybernétique et de disposer des outils capacitaires pour pouvoir opérer dans un environnement numérique. De surcroît, ces applications disposent d'un chiffrement ce qui implique des capacités de décryptage de plus en plus complexe (développement du chiffrement quantique) sans oublier l'indispensable maîtrise de la langue<sup>40</sup> employée. Enfin, si de nouveaux moyens de communication apparaissent, l'adversaire ne délaisse pas pour autant les moyens plus anciens puisque ceux-ci sont plus résilients et moins vulnérables à une agression. Dès lors, il ne saurait être envisageable de renoncer à maîtriser les compétences requises sur l'ensemble du spectre électromagnétique.

Il est donc observé un développement capacitaire structurant et particulièrement innovant en matière d'imagerie, au sein de l'univers électromagnétique et dans le domaine cybernétique et numérique. Cette montée en gamme capacitaire s'est effectuée en parallèle de l'évolution des modes d'action de nos ennemis. Celui-ci déploie ainsi désormais des capacités

---

<sup>39</sup> Il convient d'observer que le choix de déployer des capacités embarquées sur des aéronefs répond davantage à des problématiques d'accès à certains pays associé à la sécurité des militaires qui les servent, et non à une meilleure efficacité des capteurs ROEM « aériens » plutôt que « terrestres ».

<sup>40</sup> La notion de langue doit être prise dans son acception culturelle mais également dans son acception informatique au sens des codes informatiques nouveaux qui sont créés.

de haut niveau technologique, ce qui nécessite un très fort investissement pour nos capteurs de renseignement pour maintenir au plus haut niveau l'appui renseignement aux opérations ainsi que l'autonomie d'appréciation de situation. Si une rapide évolution capacitaire en termes d'acquisition des systèmes capteurs est indispensable, il ne saurait être possible d'être efficace sans la capacité à trier et organiser l'information ainsi qu'à la transmettre à ceux qui en ont besoin.

## 2.2 Le défi de la gestion de l'information recueillie.

Si les progrès capacitaires en termes de recueil ont été évoqués, il apparaît déterminant que ceux-ci soient accompagnés par un développement des systèmes d'informations et de communication opérationnels. A ce titre, l'exemple le plus structurant est fourni par le développement des moyens de communication satellitaires autorisant la transmission de volume de données en très grande quantité. En effet, afin d'être efficace un capteur de renseignement se doit d'exporter les données qu'il vient de recueillir vers un état-major ou l'unité requérante<sup>41</sup> et cela dans les délais les plus courts. C'est le cas en ce qui concerne les moyens de recherche humaine dans la profondeur d'un dispositif ennemi. Ainsi, une équipe de recherche humaine déployée dans la profondeur du territoire d'un pays hostile va devoir transmettre des photos et des comptes rendu en permanence. A l'autre extrémité du spectre, les drones, et en particulier les drones MALE, doivent eux-aussi transmettre des flux vidéo en temps réel particulièrement consommateurs de bande passante satellitaire. Dans ces deux cas où seule la quantité de données diffère, la liaison satellitaire fut une révolution qui permis aux différents capteurs de pouvoir, en temps réel ou quasi réel, alimenter le niveau opératif ou stratégique en informations précises, déterminantes dans l'appréciation de situation et la prise de décision. C'est ainsi que l'apparition de ces moyens de communication en Afghanistan (SATCOM pour le drone HARFANG, moyens ad hoc pour les observateurs du ROHUM) fut déterminante car il permettait aux différents capteurs d'être en liaison avec les différents poste de commandement. En Lybie, cela fut structurant en permettant à la fois d'assurer des liaisons vers la chaîne organique de renseignement mais également de créer une bulle de communication commune avec les effecteurs aériens que sont les chasseurs. Dans un environnement interallié, cette capacité de communication satellitaire, y compris pour des capteurs nationaux, fut indispensable.

---

<sup>41</sup> Le concept du partage d'information et du renseignement via le combat collaboratif et donc la transmission automatique des informations sera développé dans la 3<sup>ème</sup> partie.

De plus, dès lors qu'elle a été transmise une information doit être exploitée, mise en forme et transmise dans la chaîne des opérations via des systèmes d'information opérationnels. L'un des premiers défis fut donc de favoriser la création de systèmes d'information permettant de collecter les données provenant de capteurs divers. En effet, après la primo analyse réalisée dans un univers mono capteur et la transmission des données techniques au sein de la chaîne technique de renseignement *ad hoc*, il doit pouvoir exister un échelon de synthèse qui puisse exploiter et fusionner ces données issues d'environnement mono-capteur différents. Il faut également comprendre que cette information va ensuite devoir franchir la chaîne organique du renseignement avec sa classification souvent restreinte pour irriguer les systèmes d'information dédiés à la conduite et à la planification des opérations. En d'autres termes, le deuxième défi fut de pouvoir communiquer avec l'univers des opérations et de disposer de systèmes communs ou, à défaut, interopérables. Cette réflexion de bon sens a nécessité une réelle révolution dans le domaine du renseignement qui s'était toujours structuré autour de chacun de ses piliers capteurs et qui prit lentement le chemin du développement de moyens permettant de dialoguer et d'échanger avec la chaîne des opérations.

Par ailleurs, un autre défi majeur, et toujours à l'ordre du jour, est relatif au stockage de l'ensemble des métadonnées et des informations collectées. Le défi prend de multiples facettes telles que les capacités de stockage : l'imagerie satellitaire tout comme la vidéo haute résolution des drones nécessite des capacités de stockage et des serveurs sans cesse plus performants. En effet, l'un des objectifs opérationnel justifiant le stockage des données est lié à l'analyse a posteriori des missions, ce qui là encore va nécessiter de s'accorder sur des règles uniformes, au moins au niveau national, afin que l'archivage de ces données dans des bases permette des recherches et des recoupements. C'est ainsi la problématique du traitement des « *big data* » qui est soulevée et la capacité d'analyse qui en découle. Celle-ci est en plein développement via les projets en simulation et recherche opérationnelle mais, à ce jour, aucun projet n'a franchi le cap d'être une capacité déclarée « opérationnelle ». Afin de pallier ces difficultés et de pouvoir offrir l'opportunité à ceux qui ont besoin de disposer de produits de renseignement, des systèmes de gestion électronique des documents<sup>42</sup> sont désormais mis en place sur tous les théâtres et dans de nombreux état-major. Cette avancée technique permet de basculer d'une logique de fonctionnement en flux poussés du renseignement, et qui submerge

---

<sup>42</sup> GED : procédé informatisé visant à organiser et gérer des informations et des documents électroniques au sein d'une organisation.

rapidement les destinataires, à une logique de flux tirés, favorisant l'exploitation en fonction du juste besoin.

Ainsi, alors que le nombre de capteurs nationaux n'a connu qu'une faible augmentation, leurs capacités de recueil ont quant à elle fortement augmenté, ce qui, allié à la numérisation de ces données, implique un volume de données nettement supérieur à traiter. En raison du développement des plateformes aériennes de type *ISR*, la moisson d'informations techniques est devenue phénoménale. Dès lors, aucune capacité humaine n'est en mesure de traiter toutes ces données et d'autant plus dans des délais de plus en plus courts. Il sera donc nécessaire voire indispensable qu'un premier travail de tri et catégorisation par un système autonome soit effectué. L'imagerie satellitaire va également connaître une croissance conséquente et de nombreuses sociétés cherchent à améliorer les capacités techniques de pré-analyse afin de concentrer le travail humain sur ce qui est à haute valeur ajoutée.

Les capacités de gestion de l'information, d'exploitation et de transmission de flux de données sont tout particulièrement contraignantes et leur appropriation témoigne des capacités réelles de la fonction « connaissance et anticipation ». En parallèle de l'évolution du renseignement et de son intégration aux différents niveaux d'emploi, l'information au sens large a toujours constitué un défi qui n'a été que partiellement relevé en raison des difficultés techniques soulevées par ces problématiques. En particulier, la classification des données joue en défaveur de la mise en place d'un réseau informatique commun entre renseignement et opération. Cela d'autant plus que l'environnement cybernétique devient une zone de confrontation inquiétante avec nos ennemis et potentiels adversaires. Dès lors, la question de la sécurisation de ces données prend également une importance cruciale.

### 2.3 Dissémination et prolifération de capacités de renseignement utilisables par nos ennemis

Alors qu'il a pu être observé que les groupes armés terroristes au Sahel avaient mis en place une véritable manœuvre de dissimulation ainsi qu'une solide politique de sécurité des communications, force est de constater que l'ennemi progresse et met en œuvre de meilleurs modes d'action tout en déployant des savoir-faire plus performants en matière de recueil de l'information. En effet, de nombreuses capacités qui étaient jusqu'à présent uniquement réservées à des armées nationales sont désormais accessibles facilement pour des acteurs non étatiques en raison de leur dualité. Ainsi, l'exemple des opérations au Levant est révélateur et

permet de relever que face à notre action, nous avons un ennemi qui emploie des capacités de renseignement afin de contribuer à une modification sensible du rapport de force local.

L'imagerie satellitaire de bonne qualité s'est particulièrement répandue et il est désormais très aisé de bénéficier gratuitement sur internet d'images et de cartographie suffisamment précises pour réaliser un travail de préparation de mission de niveau quasiment équivalent à ce que pourrait produire des militaires ayant accès à des capacités étatiques spécifiques. D'autre part, l'un des cas emblématiques est la dissémination et la prolifération des systèmes de drones civils et employés par *Daesh* à des fins militaires. Ainsi, lors de la bataille de Mossoul, des drones en grand nombre ont été utilisés comme plateforme d'observation afin de pouvoir bénéficier, en temps réel, d'informations sur les déplacements de l'armée irakienne et ainsi comprendre l'idée de manœuvre des opérations. Grâce à cet appui image de qualité suffisante, les offensives de l'armée irakienne ont pu être anticipées et les combattants du groupe islamique ont pu opérer des concentrations de force aux endroits précis vers où le point d'application de l'opération était dirigé. De plus, grâce à ces drones, il a été également développé des capacités d'acquisition d'objectif et de réglage de tir d'artillerie. Ces capacités bien qu'artisanales démontrent qu'avec un peu d'ingéniosité et un très faible investissement, il est possible de développer des modes d'action efficaces pour *a minima* perturber l'action d'une armée régulière<sup>43</sup> et lui causer des dégâts importants.

En raison de la vente libre de matériels potentiellement duals et d'une diffusion sans cesse plus rapide de la haute technologie jusque-là inaccessible à des acteurs non étatiques, les capacités d'acquisition du renseignement par l'ennemi se sont désormais démultipliées. De plus, appuyée à une boucle du retour d'expérience solide et additionnée à une bonne expérience militaire, la tenue d'une posture défiant nos propres capacités de renseignement est largement atteignable comme l'a prouvé l'état islamique en Irak et en Syrie. Certes, dans la durée, les armées occidentales ont largement réussi à reprendre l'initiative mais ces capacités nouvelles ont représenté et représenteront dans l'avenir un important défi à surmonter.

Une ouverture vers les combats en Ukraine et les opérations dites hybrides qui y ont été conduites permet également de poser le cadre d'une problématique nouvelle que doit affronter la fonction « connaissance et anticipation ». Il s'agit du défi de l'attribution de telle ou telle action dès lors que celle-ci est conduite en marge du droit international tout en entretenant une forte opacité sur les actions en cours. Cette difficulté trouve d'ailleurs une résonance encore

---

<sup>43</sup> Le potentiel relatif de l'armée irakienne doit s'analyser à l'aune de l'appui exceptionnel apporté par la coalition internationale avec les Etats-Unis au premier rang.

plus prégnante au sein du cyberspace, puisqu'à ce jour il est extrêmement délicat voire aléatoire de pouvoir attribuer avec certitude une attaque et qu'il est donc par conséquent impossible de pouvoir y riposter en l'absence de désignation d'un adversaire. Or, les actions dans le cyberspace reposent sur un travail précis de renseignement tout au long des opérations offensives comme défensives qui y sont conduites. L'attribution ou autrement dit la caractérisation de l'ennemi et de la menace qu'il fait peser représente un défi de taille pour le renseignement tel qu'il se présente de nos jours. Il s'agit avant tout d'un défi capacitaire car il convient de disposer des capteurs et des connaissances brossant un spectre suffisamment large pour pouvoir définir et, le cas échéant, dévoiler aux yeux du monde l'identité de l'adversaire qui a conduit l'opération contre nos intérêts.

On a donc constaté que le déploiement de capacités nouvelles et leur amélioration continue s'avère indispensable pour pouvoir maintenir à haut niveau la production du renseignement qui permet au commandement d'honorer deux missions primordiales que sont l'appréciation autonome de situation et l'appui aux opérations. De plus, face à l'accroissement du nombre de données recueillies, des champs nouveaux en termes de gestion, de traitement et d'acheminement des données peinent encore à être maîtrisés. Enfin, notre ennemi, bien que l'on puisse le qualifier de dissymétrique, parvient désormais assez aisément à détourner des technologies et dispose de capacités duales à des fins de renseignement propres, ce qui en termes militaires renforce l'adversité à laquelle nous sommes confrontés. Pour faire face à la montée en puissance d'un ennemi résolu, profitant de toutes les failles qu'offre un monde globalisé, le renseignement a dû s'inscrire résolument dans une optique de partage et de mutualisation.

### **3. Décloisonner le renseignement pour faire face à la dégradation sécuritaire**

Au cours de ces dix dernières années, l'engagement de la France dans des opérations s'est considérablement accru, au point que les contrats opérationnels soient dépassés de plus de 30%. La frontière entre opérations militaires à l'étranger et missions de sécurité intérieure sur le territoire national se brouille. Pour faire face à ces défis, le renseignement doit poursuivre sa mutation et chemine sûrement vers un nécessaire partage des moyens et des informations. Que ce soit l'approche collaborative grâce à l'info-valorisation, la mutualisation des capteurs

ou encore les échanges bilatéraux, la nécessité de partager s'impose, ce qui reste paradoxal pour un outil d'exercice de la souveraineté nationale.

### 3.1 Le renseignement à l'ère du partage collaboratif et de l'info-valorisation

L'opération *Inherent Resolve (OIR)* – CHAMMAL permet d'illustrer la notion de partage « collaboratif » dans le cadre d'une réflexion de niveau opératif où la pertinence du renseignement spécialisé et élaboré est avérée. Ainsi, cette opération au Levant se caractérise par un environnement technologique de haut niveau façonné par les Américains (bombes de précisions, emploi des drones et de *FMV* à grande échelle, environnement SIC performant). En matière d'engagement des feux, l'opération *OIR* se caractérise par une « *hypercentralisation des décisions d'engagement ainsi qu'une hyperréactivité de l'appui feu* <sup>44</sup> ». Cette hypercentralisation des décisions d'engagement est permise par l'emploi à grande échelle des moyens *ISR*, en particulier des drones, ce qui permet de partager et flécher l'information nécessaire vers le décideur. La *FMV* s'avère ainsi un facteur de supériorité opérationnelle en matière de renseignement, de ciblage, de suivi de situation ainsi que d'appuis feux interarmées. Les cellules de frappes ou « *strike cell* », installées au cœur des centres opérations interarmées, en sont les chevilles ouvrières et permettent de conduire ces opérations dans un souci de maîtrise maximum des effets. Ces cellules intègrent l'orientation des capteurs, le choix des effecteurs (avions, drones armés, hélicoptères, artillerie, missiles de croisière ...) et l'autorité d'engagement des cibles<sup>45</sup>. Ce concept de cellule de frappe tire son efficacité et sa pertinence de la décentralisation de la fonction « commandement et contrôle ». Le renseignement au sein d'une cellule de frappe fait donc l'objet d'un partage tous azimuts bien que centralisé vers le décideur et peut être mobilisé en conduite dès lors qu'une opération de frappe le nécessite ou qu'un ciblage en conduite, « *dynamic targeting* », est initié.

Par ailleurs, au niveau tactique, il convient de noter que l'essaimage des capacités de renseignement s'applique également à nos propres forces et qu'à ce niveau également la notion de « partage collaboratif » prend tout son sens. Ainsi, les soldats déployés sur le terrain ont désormais de nombreux outils à disposition favorisant le recueil du renseignement. Il ne s'agit pas pour eux de devenir des capteurs spécialisés mais de pouvoir grâce à un équipement simple et accessible, être « producteur » d'informations sur la situation opérationnelle et les menaces directes auxquelles ils sont confrontés. A ce titre, la mise en place du système

---

<sup>44</sup> *Synthèse du retour d'expériences de l'opération « CHAMMAL »*, Ens.OPS.IA-3.0.(1) LEVANT, Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentations, 01/2017, p. 18

<sup>45</sup> Cette autorité est représentée par un officier de haut rang, « *target engagement authority* » qui prend la décision de tir. Il dispose de surcroît de la possibilité de brandir une carte rouge (*red card holder*), invalidant ainsi la réalisation d'une frappe par ses moyens nationaux en cas de non-conformité d'une cible par rapport aux critères définis par l'OPCOM.

FELIN<sup>46</sup> avait pour objectif de favoriser la remontée d'information vers un chef tactique en fluidifiant l'échange de données aux plus bas échelons. Cela permettait également de casser la verticalité des comptes rendu en partageant latéralement les informations vers les membres de son groupe et de sa section. Les nouveaux développements de FELIN qui se prolongent désormais dans le programme SCORPION<sup>47</sup>, ont pour finalité de pouvoir augmenter le niveau de connaissance et d'information de tous les acteurs déployés, à tous les échelons de commandement, grâce à une mise en réseau de tous via l'info-valorisation. C'est bien la maîtrise de la connaissance qui est définie comme le cœur de la supériorité tactique. Celle-ci, associée à une réelle initiative de l'ensemble des échelons d'exécution, doit donner une capacité d'anticipation suffisante à tous les échelons de commandement avec pour objectif final de raccourcir significativement les processus décisionnels.

L'arrivée de SCORPION préfigure de nouveaux enjeux pour le renseignement avec l'automatisation de la captation et de la détection des données, la compréhension et la diffusion du renseignement élaboré via le recours à l'intelligence artificielle et sa transmission sélectionnant uniquement les destinataires utiles. Ainsi, l'un des impératifs de ces projets d'info-valorisation sera de pouvoir éviter la surcharge mentale des soldats et de leurs chefs en raison d'un afflux de données dans le pire des cas inintelligibles ou a minima chronophage. Par exemple, l'analyse des données reçues par des détecteurs de départ de coups permettrait de choisir le meilleur effecteur pour riposter et neutraliser la menace tout en permettant au personnel de prendre les mesures de sauvegarde qui s'imposent. On note ainsi un impact majeur pour la fonction renseignement dans les opérations puisque les données sur l'ennemi et le renseignement d'alerte, directement nécessaires à l'appui aux opérations, feront l'objet d'un partage immédiat dans le cadre du combat collaboratif lors de l'engagement d'un échelon de découverte du GTIA SCORPION. Néanmoins, il demeure indispensable que les unités de renseignement maintiennent leur intégration dans cette boucle de l'information afin d'être en mesure de remplir les missions d'appui aux opérations par le renseignement spécialisé. Il s'agira de s'appuyer sur ces informations recueillies aux plus bas échelons et d'apporter une plus-value en apportant une information valorisée, recoupée et analysée. Pour ce faire, le décloisonnement des capteurs et donc leur intégration dans ce partage collaboratif doit être anticipé. Cependant, en raison du faible nombre de capteurs et de leur plus-value potentielle, il conviendra toujours de les employer dans le cadre d'une manœuvre globale et planifiée qui permette la « *réalisation d'un travail de fusion et d'analyse, à même d'accélérer*

---

<sup>46</sup> Fantassin Equipé de Liaison Intégrée et Numérisée (FELIN).

<sup>47</sup> Synergie du COntract Renforcé par la Polyvalence de l'InfovalorisatiON (SCORPION).

*l'élaboration d'un renseignement parfaitement adapté à chaque niveau de décision*<sup>48</sup>». Il n'y a désormais plus de réel enjeu sur la captation des informations utiles aux opérations car l'enjeu réside désormais dans l'intégration des systèmes d'exploitation du renseignement avec les systèmes de commandement en temps quasi réel, cela associé à une « *gestion plus dynamique des besoins d'en connaître et une adaptabilité du niveau de classification des informations* »<sup>49</sup>. Plus directement, il faut comprendre qu'il s'agit de la question du partage collaboratif des analyses de renseignement après un travail de fusion qui se pose et que le véritable enjeu repose sur l'agilité des systèmes d'information pour délivrer aux bons niveaux du renseignement synthétisé, directement mobilisable pour la mission. De plus, afin de favoriser le partage des informations et du renseignement, il conviendra, sur le plan capacitaire, de permettre aux échelons intermédiaires d'accéder au renseignement stratégique de la DRM et de s'assurer de sa diffusion jusqu'aux plus petits échelons tactiques via des passerelles multi-niveaux et multi-sources. Ainsi, le renseignement devra se concevoir comme une boucle récurrente où tous les niveaux (tactiques, opératifs, stratégiques) contribuent à l'actualisation des données, à leur analyse et à leur mise à disposition pour les autres niveaux ou unités. De plus, tout en gardant la flexibilité de pouvoir déployer des modules de renseignement en renfort ponctuel de certaines opérations, il apparaît efficient d'exploiter au mieux les forces des capteurs spécialisés dans le cadre d'effets particuliers produits en boucle très courtes via l'orientation et l'analyse issues des cellules de fusion. C'est bien le développement de l'info-valorisation et du partage des informations par les forces déployées qui doit permettre, à terme, aux unités du renseignement spécialisées de concentrer leurs efforts sur des appuis ponctuels requis par la sensibilité d'une mission.

Ces illustrations, au niveau tactique avec SCORPION comme au niveau opératif avec les cellules de frappe, permettent donc d'affirmer que le renseignement s'inscrit résolument dans une optique de « partage collaboratif ». C'est ainsi tout le sens du développement du concept SA2R<sup>50</sup> ou JISR<sup>51</sup>, processus interarmées de coordination des activités de recherche des informations et d'élaboration du renseignement et de sa diffusion, en appui des opérations, le tout en temps contraint. Sa mise en œuvre repose sur une synergie accrue des moyens de surveillance, d'acquisition d'objectifs, de reconnaissance et de renseignement ainsi que des capacités de traitement associées. D'une part, on assiste au développement conséquent des capacités des troupes de contact à pouvoir disposer en propre, avec leurs

---

<sup>48</sup> Etat-major de l'armée de Terre, *Action terrestre future*, 2017, p : 28.

<sup>49</sup> *Ibid*, p : 28.

<sup>50</sup> Synergie de l'acquisition et de la recherche du renseignement.

<sup>51</sup> *Joint intelligence, surveillance and reconnaissance*.

moyens dédiés, d'un renseignement d'alerte et de conduite des opérations. D'autre part, le renseignement y compris brut doit pouvoir être mis en relation directe avec les opérations conduites tout en donnant en permanence au commandeur la capacité de comprendre, d'analyser et de décider le déclenchement des feux ou d'un cycle de ciblage particulier. Cette liberté d'action retrouvée pour les capteurs pourra être utilement employée dans le cadre d'une manœuvre centralisée des effets dont l'exécution est en permanence calquée sur les opérations en cours. Cependant, le partage en temps réel de toutes les informations s'avère indispensable et cela sans rencontrer de blocage entre les différents niveaux de responsabilité. A nouveau, si ces changements liés à l'émergence du renseignement collaboratif s'énoncent bien, la réalisation de ces objectifs est particulièrement difficile.

### 3.2 Mutualisation des capteurs et cellules inter-agences de fusion du renseignement

Les opérations dans lesquelles les Armées françaises sont engagées se multiplient et chaque théâtre requiert de pouvoir déployer des capacités de renseignement conséquentes. De surcroît, les zones de crise s'étalent parfois sur plusieurs pays (l'opération Barkhane en couvre ainsi cinq). De plus, il est observé un brouillage des frontières entre défense et sécurité, ce qui implique l'intervention de différents services de renseignement au sein des mêmes espaces géographiques.

En premier lieu, les capacités financières de la défense ne permettent pas l'achat d'un large nombre de capteurs afin d'équiper toutes les directions et services en charge du renseignement en France. Ainsi, a-t-il été décidé que les capacités dans les domaines du ROIM et du ROEM seraient partagées entre la DRM et la DGSE<sup>52</sup>, l'une et l'autre des entités prenant en charge la responsabilité d'être tête de chaîne dans ces domaines. En effet, les domaines de l'imagerie avec les satellites d'observation mais également le domaine du renseignement d'origine électromagnétique avec en particulier les capteurs spatiaux, requièrent des investissements financiers si importants qu'il n'est pas possible de les dupliquer. De plus, la France a fait le choix de ne pas développer d'agence de renseignement technique intégrée à l'instar du choix britannique avec une entité telle que le *GCHQ*<sup>53</sup> ou américain avec la *NSA*<sup>54</sup>. Ce choix de préserver des capteurs en propre au sein de chaque Direction ou Service est particulièrement lié à la volonté de préserver l'intégration directe

---

<sup>52</sup> La DRM est « *senior IMINT* » et la DGSE est « *senior SIGINT* ».

<sup>53</sup> *Government communications Headquarter* : service de renseignement électronique du gouvernement britannique.

<sup>54</sup> National Security Agency : organisme gouvernemental du département de la défense, responsable du renseignement d'origine électromagnétique et de la sécurité des systèmes d'information et du traitement des données du gouvernement américain.

entre les analystes et les différents systèmes d'acquisition de renseignement technique. Ce choix est caractéristique du modèle français en matière de capacité de recueil de renseignement, prenant en compte à la fois l'efficacité des moyens ainsi que la volonté de maintenir un lien fort entre capacités de recherches, travail d'analyse et besoin opérationnel.

Pour éviter que les Directions ou Services n'agissent dans une logique propriétaire en fonction de leurs besoins propres, différentes mesures ont été prises afin de permettre l'emploi par chaque entité de capteurs mutualisés. Ainsi, des droits de tirage sur les capacités capteurs ont été établis afin que chacun puisse les orienter et les employer en fonction des missions attribuées, des centres d'intérêt spécifiques et des dossiers en cours. D'autre part, il convient d'observer que les spécialistes en charge de la programmation des capteurs et de l'exploitation technique des données produites par ces systèmes sont rares. A ce titre, il s'avère impossible de dupliquer des moyens humains en charge des capteurs et de les répartir au sein de chaque service de renseignement. Cela milite d'autant plus pour répartir les responsabilités de mise en œuvre « capteur » et d'œuvrer dans un souci d'économie des moyens en favorisant la collaboration et la mutualisation. C'est tout particulièrement le cas dans les domaines du renseignement d'origine cybernétique et du renseignement d'origine électromagnétique où la diversité et la complexité des capteurs impliquent de réaliser des campagnes de collecte commune et d'alimenter des entrepôts partagés où chaque service de renseignement doit pouvoir requêter modulo une stricte application des prescriptions de sécurité informatique, et des restrictions de classification. C'est également tout le sens de l'appellation « besoin d'en connaître » qui permet d'ouvrir ou de restreindre l'accès à des données issues de la collecte des capteurs. Ainsi, alors qu'en matière de contre-terrorisme les frontières entre Etats n'existent plus et que les préoccupations et sujets d'intérêts entre DGSI, DGSE et DRM sont de plus souvent communs, il est plus que pertinent de partager des capteurs avec leur environnement spécialisé de mise en œuvre et de ne pas en développer plusieurs au profit de chacune des agences.

D'autre part, la rareté et la spécialisation toujours plus importante des moyens et des hommes et femmes du renseignement, impliquent que le travail de recherche et d'analyse ne s'effectue pas seulement sur les théâtres d'opération mais « à l'arrière », en France, grâce à des capacités et connaissances détenues par des services opérant dans une logique concurrente. Ce sont les opérations en cours et les menaces auxquelles sont exposés les intérêts vitaux de la France qui rendent indispensable ce travail collaboratif. Plus précisément, de véritables cellules conjointes et intégrées sont désormais créées, sur des thématiques

particulières, en planification comme en conduite d'opération, en France comme auprès des forces déployées, afin d'augmenter la qualité du renseignement produit et son adéquation avec les besoins opérationnels. Ces cellules de renseignement inter-agences œuvrent directement au profit des théâtres d'opération. Ainsi, il s'agit de réunir des agents provenant des différents Services afin d'optimiser les capacités et spécificités de chaque entité. Dans un souci de favoriser la synergie inter-agences, ces cellules de partage et de fusion du renseignement ont pour souci de délivrer des analyses mais également de contribuer à l'optimisation de la recherche grâce à une lecture transverse des problématiques. La création du Conseil National du Renseignement (CNR) associé à la mise en réseau d'une communauté du renseignement autour des services du premier cercle<sup>55</sup> procède de l'impératif de renforcer la cohésion, la connaissance mutuelle, les procédures et le partage de l'information entre grands acteurs du renseignement français. Le besoin d'une ouverture inter-agences s'est d'autant plus accru du fait qu'il était inenvisageable que des menaces se concrétisent en raison d'un problème de partage d'informations au motif de différences d'approche ou de périmètre de responsabilité. Ces évolutions, au demeurant, n'excluent pas la préservation de domaines de responsabilité ainsi que des missions propres, témoignage d'une spécificité et d'une culture léguée par l'Histoire. Ainsi, progressivement, il s'est opéré un indispensable décloisonnement entre les différents services de renseignement.

Consécutivement à ces changements, une culture commune « connaissance et anticipation » s'est mise en place grâce à des échanges d'officiers de renseignement de plus en plus fréquents. Il en résulte donc la naissance d'une certaine forme d'interdépendance entre les différents Service de renseignement. Fruit d'un partage initial des moyens capteurs, elle se prolonge dans l'existence de parcours croisés et de missions communes afin de pouvoir répondre à la pluralité des crises et des menaces auxquelles nous faisons face. Cette évolution facilite le développement d'une approche plurielle en matière de recherche et d'analyse du renseignement, qui tire son efficacité du partage de l'information et du travail de recherche et d'analyse en réseau. A l'instar d'une recherche du renseignement dans un silo mono-capteur, il n'est désormais plus envisageable d'aborder les menaces sous le prisme d'un seul service de renseignement. En effet, en raison de l'intrication des problématiques sécuritaires à résoudre et du caractère protéiforme des menaces<sup>56</sup>, l'appréciation autonome de situation,

---

<sup>55</sup> DGSE, DGSI, DRM, TRacFin, DNRED et DRSD.

<sup>56</sup> La frontière entre criminalité, trafics illicites, prolifération et terrorisme est de plus en plus ténue. Il est donc nécessaire de considérer les problématiques sécuritaires et leur possibilité de résolution au tamis des grilles de lecture des différents Services.

indispensable pour le chef militaire d'une opération, ne saurait se passer de l'analyse des services œuvrant en marge des problématiques d'un strict périmètre « défense ».

Le développement d'une culture inter-agences et le partage des capacités de recueil sont une réalité du renseignement en France et favorisent l'efficacité du travail de renseignement, en appui des opérations comme dans le domaine de l'appréciation de situation. Cependant, force est de constater que de plus en plus d'opérations se déroulent dans un contexte interallié ce qui place le renseignement face à des problématiques nouvelles.

### 3.3 Développement des échanges avec des alliés ou partenaires : le cas Américain

L'un des aspects les moins connus de l'évolution récente des problématiques de renseignement réside dans les échanges de plus en plus intenses entre alliés au sein d'une même opération voire entre Etats partenaires concernés par une problématique sécuritaire conjointe. A nouveau, *OIR – CHAMMAL* est une opération significative de ces évolutions et la relation franco-américaine au travers des aspects « *five eyes* » l'illustre tout particulièrement bien.

Il convient d'observer que les échanges interalliés de renseignement prirent une autre dimension avec l'opération PAMIR en Afghanistan qui fut l'occasion de développer des procédures et d'accroître les échanges avec l'armée Américaine, en particulier avec la division sous le commandement de laquelle la *TFL* opérait. Ainsi, après l'embuscade d'Uzbeen, les Américains transmirent au commandement français davantage de renseignement afin de préserver un allié important de la coalition internationale opérant en Afghanistan. Alors que jusque-là, les Américains privilégiaient le club historique et fermé « *five eyes* », il fut observé que des échanges de plus en plus développés et aboutis débutèrent entre la France et les Etats-Unis, avec comme protagoniste la DGSE et la DRM, sans que toutefois la France n'intègre ce club. En effet, à l'avantage de mutualisation des capteurs et de l'information répondent en miroir des contraintes en termes de partage d'information à des nations tierces ainsi que des risques relatifs à la souveraineté<sup>57</sup>. A ce titre, eu égard à ses capacités autonomes de renseignement, la France a obtenu d'occuper une position spécifique vis-à-vis des Etats-Unis. C'est dans ce contexte que des partenariats prometteurs se développent entre les acteurs du renseignement militaire, à l'instar de l'amplification des

---

<sup>57</sup> Interrogé sur ce sujet, le ministère des Armées a répondu à l'agence Reuters que « *la France n'avait pas vocation à intégrer cette communauté* ».

relations dans le domaine de l'imagerie entre la NGA<sup>58</sup> et le CFIII. Après les attentats de 2015, un comité spécifique « le comité Lafayette<sup>59</sup> », fonctionnant sous le principe d'un partenariat, est mis en place afin de faciliter les échanges entre agences de renseignement américaines et françaises. Bénéficiant d'un cercle vertueux lié à la thématique du contre-terrorisme, la vitalité de ce partenariat s'observe tout particulièrement au niveau de l'état-major opératif d'OIR puisqu'à une logique « *five eyes* » restrictive, succède progressivement la préoccupation d'une plus large ouverture à la France, dans une optique « *five eyes plus France* ». Il convient de remarquer néanmoins que ces échanges, souvent bilatéraux, se sont tout particulièrement développés car ils se rapportent à une préoccupation sécuritaire commune, le contre-terrorisme, qui permet de faire converger les intérêts nationaux. Si le déclencheur militaire initial fut l'engagement conjoint des armées françaises et américaines sur les mêmes théâtres d'opération, on observe qu'au niveau politique, le retour de la France dans l'OTAN associé à une amélioration sensible des relations entre dirigeants politiques ont contribué à fluidifier le partage d'information. Au demeurant, même si la relation américano-britannique via la communauté des « *five eyes* » prédomine toujours, le relatif déclin militaire britannique consécutif au sur-engagement en Afghanistan et en Irak a permis d'installer la France comme partenaire militaire structurant, impliquant également un renforcement des accords en matière d'échange d'informations.

L'opération HARMATTAN fut caractéristique de la prédominance d'un partage de renseignement structuré autour du « *five eyes only* » dans les états-majors alliés. Cela impliquait la mise à l'écart des officiers français vis-à-vis des informations d'intérêt en matière de ciblage ou de renseignement. A ce titre, il était indispensable de dépasser ce constat et de trouver les voies (accords bilatéraux politiques, proximité et relations de commandement) pour élargir l'accès au renseignement en particulier lors des opérations en coalition ou conduites sous l'égide de l'OTAN. L'institution d'un comité La Fayette a encouragé un cercle vertueux favorisant un meilleur partage et accès aux informations d'intérêt tout particulièrement au Levant dans le cadre d'OIR. Au demeurant, il convient d'observer que dans ce domaine la confiance se gagne avant tout par la crédibilité de l'engagement militaire. Ainsi, le déploiement de capacités structurantes telle qu'un porte-avion, des avions de chasse réalisant des missions de frappe en Syrie, des canons d'artillerie déployés en Irak ont été des marquants forts de l'engagement de la France au côté de l'allié

---

<sup>58</sup> La *National Geo-spatial intelligence Agency* est une agence de renseignement américaine qui a pour fonction de collecter, analyser et diffuser le renseignement géo-spatial en utilisant l'imagerie satellite.

<sup>59</sup> « Renseignement : La France ne devrait pas rejoindre le « club des cinq » emmené par les États-Unis », blog « OPEX 360 ».

Américain. C'est donc la construction d'un partenariat stratégique solide et son association avec l'engagement de forces combattantes<sup>60</sup> qui font que la qualité et le niveau des échanges de renseignement s'est accru et que les restrictions liées aux mentions de classification « *five eyes* » se sont assouplies. En matière d'échanges de renseignement, il faut également constater que la seule relation bilatérale ne suffit pas, en particulier au regard de cet accord « *five eyes* » puisque la volonté américaine de partage avec la France ne pouvait s'exprimer en l'absence d'accord des autres parties prenantes. Ainsi, le choix de la France de ne pas intégrer ce partenariat lui permet de pouvoir nouer des relations bilatérales *ad hoc* et de ne pas devoir, soit faire des concessions en matière de souveraineté, soit de devoir composer avec des alliés ayant des objectifs stratégiques divergents.

Indépendamment de la volonté politique et de l'engagement du commandement américain en faveur du partage de renseignement, de nombreux autres facteurs conditionnent la qualité des échanges. Ainsi, l'interopérabilité des matériels et des systèmes d'information, la maîtrise de la langue anglaise en sont des critères importants. D'autre part, l'une des pierres angulaires du partage repose sur la classification et son harmonisation entre alliés. Ainsi, les notions de classification françaises et américaines, « confidentiel défense » *versus* « *secret* », diffèrent et ne permettent pas de fluidifier cet échange<sup>61</sup>. De surcroît, la facilité conduit souvent à des analyses et travaux de renseignement en « spécial France » ou « *five eyes* » sans aucune nécessité, ce qui bloque ensuite les échanges dans les deux sens, y compris des produits de renseignement français « spécial France » que nous souhaiterions partager avec nos partenaires.

Il n'en demeure pas moins que l'information et donc le renseignement demeurent une prérogative avant tout nationale, expression ultime de la souveraineté. Ainsi, l'appréciation autonome de situation dans le cadre d'une opération en Coalition demeure primordiale. Pour ce faire, il convient bien évidemment de pouvoir s'appuyer sur ses propres capteurs, judicieusement placé sous OPCON français, mais également il est utile voire indispensable de pouvoir s'appuyer sur des données et informations brutes alliées. En d'autres termes, l'appréciation autonome de situation ne veut pas dire que celle-ci doit automatiquement être produite sur la base du recueil réalisé par des capacités nationales. C'est toute la difficulté que revêt la conduite d'une opération en coalition puisqu'il faut pouvoir organiser une recherche

---

<sup>60</sup> Tout particulièrement, le déploiement en Irak de canons de 155 mm a été le symbole pour les américains de la présence de « *boots on the ground* », ce qui est fondamental de l'engagement d'un allié.

<sup>61</sup> Un rapport du SGDSN sur le secret de la défense nationale, paru le 20 janvier 2018, recommande la disparition de la mention « confidentiel défense » d'ici 2020. L'objectif étant de pouvoir simplifier les échanges de documents en particulier dans un environnement OTAN.

nationale du renseignement tout participant à l'effort de la coalition dans le domaine. Cela suppose donc de disposer d'un large panel de capteurs pour armer à la fois les structures interalliées et la chaîne nationale. Cet objectif étant difficilement atteignable, il est donc nécessaire de recourir aux capacités des alliés via l'échange de renseignement. Il conviendra toutefois de noter que la notion d'échange suppose une certaine proximité d'intérêt et des standards communs que fournit généralement le cadre OTAN. Mais surtout cela suppose une réciprocité dans l'échange : indépendamment des aspects de souveraineté propres au renseignement il ne saurait donc être question de se reposer totalement sur nos partenaires.

En dépit de ces blocages légaux et techniques, le partage du renseignement entre alliés revêt désormais une importance primordiale en coalition. C'est le sens des études de l'OTAN qui sont en cours avec le projet *MAJIC*<sup>62</sup> dont l'objectif final est l'optimisation des ressources *ISR* grâce à l'emploi collaboratif de celles-ci. La mise en commun des données collectées par les membres d'une coalition s'opérerait au sein de « *coalition shared data* », c'est-à-dire des entrepôts de données avec une accessibilité paramétrable selon les membres de la coalition. Ne pouvant occuper tout le spectre, il est indispensable pour les armées françaises de pouvoir compléter ses informations par celles de ses alliés et c'est donc l'avantage qu'elle pourrait trouver à ce système. En effet, dans le cadre du processus de ciblage, il est indispensable de pouvoir faire intégrer au sein de la coalition des objectifs prioritaires au regard de la stratégie et des priorités nationales. Tout comme, il est indispensable de pouvoir avoir une distance critique lorsque des cibles définies par des alliés sont prévues d'être frappées par des effecteurs français puisqu'il en va du respect des règles d'engagement et des éventuelles *CAVEATS*<sup>63</sup>.

La notion de partage au sens large prend donc une résonance de plus en plus importante dans les dernières opérations conduites tout comme elle préfigure celles qui surviendront dans les toutes prochaines années. En effet, la mutualisation des capacités de recueil entre les différents services de renseignement, le partage avec les alliés dans le cadre de coalition tout comme l'interaction collaborative via l'info-valorisation structureront de plus en plus la toujours plus stratégique fonction « connaissance et anticipation ».

---

<sup>62</sup> Multi-sensor Aerospace Ground Joint Intelligence Surveillance and Reconnaissance (ISR) Interoperability Coalition.

<sup>63</sup> Dans le cadre d'une coalition internationale, limitations et restrictions nationales quant à l'emploi d'unités militaires mises à disposition.

## Conclusion :

Force est de constater que le renseignement tout au long de ces dix années a connu une profonde transformation pour ne pas dire une véritable révolution. En effet, alors qu'il est érigé comme facteur moteur de la fonction stratégique « connaissance et anticipation » dès 2008, il ne va cesser d'évoluer et de muter pour répondre aux défis qui se présentent à lui. En matière de doctrine d'emploi, on assiste à la fin du cloisonnement entre chaîne « organique » du renseignement et chaîne des opérations grâce à une intégration de plus en plus étendue qui débouche sur l'organisation de cellules de fusion du renseignement. Cette intégration se poursuit également hors du strict périmètre « renseignement », avec une proximité de plus en plus accrue avec les opérations afin de les irriguer d'un flux continu d'informations et d'analyses permettant d'associer avec efficacité renseignement et effecteurs. Plus précisément, le renseignement affronte désormais le défi de ne pas saturer les opérations par un flot d'éléments. Il doit pouvoir intégrer des données sans cesse plus nombreuses en raison d'une dissémination des capteurs de renseignement jusqu'aux échelons les plus bas et en même temps être en mesure de pouvoir fournir une analyse élaborée et recoupée, dans des délais contraints, aux bons échelons de commandement qui pourront ainsi décider et agir avec un degré d'incertitude moindre.

Par ailleurs, le partage collaboratif et l'info-valorisation sont des changements de paradigme qui d'ores et déjà structurent les réflexions sur l'emploi des capteurs spécialisés. Les groupes de recherche multi-capteurs devront ainsi faire preuve d'une plus grande agilité afin de pouvoir opérer en autonome ou en renfort ponctuel auprès d'unités de combat qui en exprimeraient le besoin. D'autre part, les barrières aux échanges entre niveaux de commandement ainsi que l'accès à des analyses de niveau opératif devront être favorisés pour les échelons tactiques qui le nécessiteraient. Le décroisonnement du renseignement est également à l'œuvre puisqu'un travail de recherche et d'analyse inter-agences est désormais mis en place au niveau opératif voire au niveau tactique afin de gagner en efficacité. Enfin, l'augmentation des échanges d'information interalliés s'observe chaque jour davantage dans le cadre des opérations de coalition. Ce partage étendu a vocation à perdurer dès lors que les intérêts nationaux convergent à mesure qu'une vision commune des menaces se développe.

Le renseignement demeure l'outil indispensable d'une analyse de situation souveraine et nationale. Le développement de programmes d'armement et l'acquisition de capacités de renseignement structurantes tels que les drones MALE ou les projets spatiaux de renseignement sont indispensables à la préservation d'une certaine autonomie nationale en

matière d'acquisition de renseignement. Le maintien d'une avance technologique dans les programmes de renseignement, les efforts dans l'ensemble du domaine cyber tant défensif qu'offensif, l'optimisation de la gestion et de la transmission des informations sont des clés de voute, dès aujourd'hui, de notre architecture de renseignement national. Ce sont ces capacités qui nous permettent d'être crédibles aux yeux de nos alliés et qui nous assurent de pouvoir développer une appréciation autonome de situation. Celle-ci s'avère non négociable au regard du maintien d'une posture stratégique allant de la dissuasion nucléaire jusqu'à la projection de forces ou au rôle de nation cadre dans des opérations multinationales. L'écueil d'un effort principal porté sur le renseignement de conduite et de réaction par rapport aux secousses du monde doit aussi être évité et l'équilibre avec le renseignement dit de « veille stratégique » permettant l'anticipation et la prospective doit être rétabli.

En raison d'une dégradation du contexte international, la revue stratégique de 2017 prescrit de renforcer encore l'effort au profit de la fonction « connaissance et anticipation ».<sup>64</sup> De plus, il est également observé que *« notre aptitude à connaître, comprendre, caractériser et prévoir est centrale pour permettre à la France de décider et d'agir de manière autonome et souveraine, y compris dans les actions menées avec des partenaires et alliés. Le renseignement en est l'élément premier et doit être renforcé [...] Conserver à la France l'indépendance de ses analyses et de ses positions nécessitera un investissement accru dans le renseignement humain, dans la poursuite des grands programmes techniques lui permettant de rester au meilleur niveau en la matière »*.<sup>65</sup> Au niveau international, la connaissance est désormais le témoin du poids d'un pays. Ainsi, le renseignement est-il un investissement rentable pour un dirigeant politique car cela lui permet à moindre coût de savoir et donc d'asseoir sa crédibilité face aux autres nations. Pour ces raisons, la fonction « connaissance et anticipation » demeure stratégique et l'investissement humain et financier de la nation maintiendra au plus haut niveau possible l'effort en matière de renseignement.

Dès aujourd'hui, des défis nouveaux s'imposent au renseignement comme la démocratisation de l'accès au domaine spatial où des confrontations s'esquissent, le champ d'affrontement permanent et de moins en moins voilé qu'est devenu l'espace cybernétique. Tout cela nécessite donc une montée en gamme du renseignement afin de pouvoir caractériser la menace et attribuer les attaques alors que ces domaines se prêtent particulièrement à la

---

<sup>64</sup> « Cette dégradation du contexte international doit conduire également à renforcer la fonction connaissance et anticipation, dans ses diverses dimensions, et à mieux articuler tout ce qui, au niveau du ministère des Armées comme de l'ensemble de l'Etat, participe de la prévention et de l'approche globale des crises, qu'elles concernent le territoire national ou nos interventions extérieures. », Revue stratégique, 2017, p : 16.

<sup>65</sup> *Ibid*, p : 75.

clandestinité et à la manipulation. Egalement, les capacités de renseignement nationales sont désormais en passe d'être dépassées par des acteurs transnationaux, souvent étrangers, qui déploient des efforts colossaux dans le domaine de l'intelligence artificielle et de l'analyse de masse des données. Enfin, il convient de mettre en perspective les aspects « connaissance » et « capacité d'action ». En effet, à quoi bon vouloir s'inscrire dans une volonté globale de « connaissance » si l'on ne dispose plus des capacités à agir par l'engagement de forces dans la durée. A l'instar de ce que l'on observe en matière de dissuasion où l'aspect nucléaire n'aurait ni sens ou pertinence en l'absence d'une armée conventionnelle entraînée et équipée, il ne saurait être envisagé une hypertrophie de la fonction « connaissance et anticipation » au détriment des autres fonctions stratégiques en particulier au détriment de la fonction « intervention ».

## Bibliographie et sources

### Publication générale sur la défense :

- Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 ;
- Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 ;
- Revue stratégique, 2017 ;

### Ouvrages de prospective et de réflexion générale :

- Guy Hubin, *Perspectives tactiques*, Économica, 2009.
- Joseph Henrotin, *La Technologie militaire en question*, Économica, 2008.
- Joseph Henrotin, *Techno-guerilla et guerre hybride*, Nuvis-phebe Eds, 2014.
- Etat-major de l'armée de Terre, *Action terrestre future*, 2017

### Ouvrages sur les opérations militaires :

- Hervé de Courrèges, Pierre-Joseph Givre, Nicolas Le Nen, *Guerre en montagne, renouveau tactiques*, Economica, 2010.
- Jean-Christophe Notin, *La vérité sur notre guerre en Libye*, Fayard, 2012.
- Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, Talandier, 2014.
- Collectif sous la direction de Thomas Flichy, *L'intervention française décryptée, opération Serval au Mali*, Lavauzelle, collection renseignement, histoire et géopolitique, 2013

### Publications sur les opérations :

- Concept d'emploi des forces, CIA-01(A), CEF 2013.
- Doctrine d'emploi des forces, DIA-01, DEF 2014.

### Publications sur le renseignement :

- *Renseignement d'intérêt militaire et Contre-ingérence*, Doctrine interarmées : DIA-2, Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentations, octobre 2010.
- *Concept du Renseignement des Forces Terrestres*, RENS 10.001, 2009.
- *Concept d'emploi des drones dans les forces terrestres*, RENS 10.121, 2010.
- *Doctrine de la recherche multicapteur*, RENS 20 201, 2013.
- *Les drones tactiques en opérations, nécessité et complémentarités*, synthèse colloque 2011.
- *Emploi des systèmes de drones aériens*, Concept interarmées CIA-3.3.12\_ESDA, 2012.
- Général d'armée aérienne Denis Mercier, « *Les drones : un changement de paradigme pour les opérations* » (Film d'une conférence), conférence du 4 mai 2015.

### Publications à vocation de retour d'expérience :

- *Synthèse du retour d'expériences de l'opération « CHAMMAL »*, Ens.OPS.IA-3.0.(1) LEVANT, Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentations, 01/2017
- *Synthèse du retour d'expériences de l'opération « HARMATTAN »*, Ens.OPS.IA-3.0.(3) LIBYE (2011), Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentations, 01/2017
- *Synthèse du retour d'expériences des opérations en BSS*, Ens.OPS.IA-3.0. (3) BSS (2017), Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentations, 01/2017.

### Témoignages et entretiens :

Considérant l'arrêté du 07 avril 2011 relatif au respect de l'anonymat de militaires et de personnels civils du ministère de la défense servant dans des unités spécifiques, je ne peux mentionner l'identité des officiers et civils rencontrés lors d'entretiens.

- Six entretiens avec des officiers de renseignement de la Direction du Renseignement Militaire et du commandement du renseignement de l'armée de Terre, ayant occupé des

fonctions de commandement aux niveaux tactiques et opératifs dans le domaine du renseignement.

- Trois entretiens avec des officiers en charge des programmes d'armement et du développement capacitaire des programmes de renseignement de la Direction du Renseignement militaire, de l'Etat-major de l'armée de Terre et de la Section technique de l'Armée de Terre.

Blog de défense :

- <http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense>, blog de monsieur Jean-Dominique Merchet, « secret défense ».

- <http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/>, blog de monsieur Jean Guisnel.

- <http://www.lemamouth.blogspot.fr>, blog de monsieur Jean-Marc Tanguy.

- <http://www.opex360.com>, blog "zone militaire".

- <http://www.lavoiedelepee.blogspot.com>, blog de monsieur Philippe Chapleau, journal Ouest-France.

- <http://www.lignesdedefense.blog.ouest-france.fr>, blog de monsieur Jean Guisnel.